

N° DE CATALOGUE

61-204F

ANNUEL

c.2



FINANCES DES ENTREPRISES PUBLIQUES PROVINCIALES

1966

(Exercices clos le plus près du 31 décembre)

ACTIF, PASSIF ET VALEUR NETTE
REVENUS ET DÉPENSES ORDINAIRES

BUREAU FÉDÉRAL DE LA STATISTIQUE

BUREAU FÉDÉRAL DE LA STATISTIQUE

Division des administrations publiques

FINANCES DES ENTREPRISES PUBLIQUES PROVINCIALES

1966

(Exercices clos le plus près du 31 décembre)

**ACTIF, PASSIF ET VALEUR NETTE
REVENUS ET DÉPENSES ORDINAIRES**

Publication autorisée par

le ministre de l'Industrie et du Commerce

Novembre 1970
8504-535

Prix: 75 cents

L'Imprimeur de la Reine, Ottawa

PUBLICATIONS OF THE GOVERNMENTS DIVISION
PUBLICATIONS DE LA DIVISION DES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES

Catalogue
number
—
Numéro de
catalogue

**Consolidated Government Statistics — Statistique réunie des
administrations**

- 68 - 201 Principal Taxes and Rates — Federal, Provincial and Selected Municipal Governments, A.
 68 - 202 Consolidated Government Finance — Federal, Provincial and Local Governments, A.
 68 - 502 Comparative Statistics of Public Finance, 1956 to 1960, O — HS.

**Federal Government Statistics — Statistique de
l'administration fédérale**

- 68 - 211 Federal Government Finance, A.
 68 - 211 F Finances de l'administration publique fédérale, A.
 61 - 203 Federal Government Enterprise Finance, A.
 61 - 203 F Finances des entreprises publiques fédérales, A.
 72 - 004 Federal Government Employment, Q — T.
 72 - 205 Federal Government Employment in Metropolitan Areas, A.

**Provincial Government Statistics — Statistique des
administrations provinciales**

- 68 - 205 Provincial Government Finance — Revenue and Expenditure (Estimates), A.
 68 - 205 F Finances des administrations publiques provinciales — Revenus et dépenses (Prévisions) A.
 68 - 207 Provincial Government Finance — Revenue and Expenditure, A.
 68 - 209 Provincial Government Finance — Debt, A.
 61 - 204 Provincial Government Enterprise Finance, A.
 61 - 204 F Finances des entreprises publiques provinciales, A.
 63 - 202 The Control and Sale of Alcoholic Beverages in Canada, A.
 72 - 007 Provincial Government Employment, Q — T.
 68 - 504 A Review of Dominion-Provincial Conferences on Provincial Finance Statistics, 1933-1960, O — HS.

**Local Government Statistics — Statistique des
administrations locales**

- 68 - 203 Local Government Finance — Revenue and Expenditure — Preliminary and Estimates, A.
 68 - 204 Local Government Finance, A.
 72 - 009 Local Government Employment — L'emploi dans les administrations locales, Q — T., Bil.
 68 - 505 A Review of Conferences on Municipal Finance Statistics, 1937-66, O — HS.
 72 - 505 Municipal Government Employment — L'emploi dans les administrations municipales, 1961-1966,
 O — HS, Bil.

Annual	Q Quarterly	O Occasional
A —	—	—
Annuel	T Trimestriel	HS Hors série

In addition to the selected publications listed above, the Dominion Bureau of Statistics publishes a wide range of statistical reports on Canadian economic and social affairs. A comprehensive catalogue of all current publications is available free on request from the Dominion Bureau of Statistics, Ottawa 3.

Outre les publications ci-dessus énumérées, le Bureau fédéral de la statistique publie une grande variété de rapports statistiques sur le Canada tant dans le domaine économique que social. On peut se procurer gratuitement un catalogue complet des publications courantes au Bureau fédéral de la statistique, Ottawa 3 (Canada).

TABLE DES MATIÈRES

	Page
Introduction	5
Faits saillants de l'année 1966	5
Actif, passif et valeur nette	5
Revenus et dépenses ordinaires	8
Opérations nettes au compte des bénéfices non répartis	9
Immobilisations	10
Entreprises publiques provinciales figurant dans le rapport	10
Liste des entreprises	10
Notes explicatives au sujet de certaines entreprises	14
Tableau	
1. Actif, passif et valeur nette, par groupe d'activités, 1966	18
2. Revenus ordinaires et dépenses ordinaires, par groupe d'activités, 1966	20
3. Opérations nettes au compte des bénéfices non répartis, par groupe d'activités, 1966	21
4. Analyse des valeurs en portefeuille, par groupe d'activités, 1966	21
5. Actif, passif et valeur nette, par province, 1966	26
6. Revenus et dépenses ordinaires par province, 1966	28
7. Transactions nettes au comptes des bénéfices non répartis, par province, 1966	29
8. Analyse des valeurs en portefeuille, par province, 1966	30
Graphique	
1. Actif, passif et valeur nette, par genre, 1965 -1966	15
2. Actif, passif et valeur nette, par groupe d'activités, 1965 - 1966	22
3. Revenus et dépenses, par groupe d'activités, 1965 - 1966	23
4. Bénéfice ou perte nets, par groupe d'activités, 1965 - 1966	24
5. Actif - passif et valeur nette, par province, 1965 - 1966	31
6. Revenus et dépenses, par province, 1965 - 1966	32
7. Bénéfice ou perte nets, par province, 1965 - 1966	33
Notes explicatives	34
Définition de l'entreprise publique	34
Comparaison avec les comptes nationaux	34
Classement des entreprises par groupe d'activités et par province	35
Source des données	35
Appendice	35
Classification et terminologie financières	35

SIGNES CONVENTIONNELS

Les signes conventionnels ci-dessous sont utilisés dans toutes les publications du Bureau fédéral de la statistique:

.. Nombre indisponible.

... N'ayant pas lieu de figurer.

- Néant ou zéro.

-- Nombre infime.

p Nombre provisoire.

r Nombre rectifié.

Nota: Les nombres figurant dans les notes en bas de page représentent des milliers de dollars.

NUMÉROTATION DES SOUS-POSTES DE CHAQUE TABLEAU

Les transactions des entreprises avec les administrations publiques fédérale, provinciales et municipales ont été réparties en différents sous-postes lorsque la situation l'exigeait. Elles sont désignées partout dans le présent rapport par les catégories numériques suivantes:

(i) Administration publique fédérale

(ii) Entreprises publiques fédérales

(iii) Administrations publiques provinciales

(iv) Entreprises publiques provinciales

(v) Administrations publiques municipales

(vi) Entreprises publiques municipales

Les transactions avec les entreprises privées sont classées au sous-poste (vii) Autres.

INTRODUCTION

La statistique financière dont il est question ici est celle des entreprises publiques provinciales en existence en 1966. Elle fait partie de la série que le Bureau fédéral de la statistique publie depuis 1958.

Le domaine financier de l'administration publique provinciale comprend: a) les organismes ministériels, b) les caisses et organismes spéciaux, c) les établissements d'enseignement, de santé, de bien-être social et ceux qui servent à l'administration de la justice, d) les fonds de fiducie et e) les entreprises.

La série relative aux entreprises publiques provinciales est le complément des publications intitulées *Provincial Government Finance - Revenue and Expenditure* (numéro de catalogue 68-207) et *Provincial Government Finance - Debt* (numéro de catalogue 68-209), qui fournissent des renseignements financiers sur les organismes ministériels,

sur les caisses et organismes spéciaux et sur les établissements dont les frais de fonctionnement sont supportés par les deniers publics.

Il existe une série de rapports analogues pour les entreprises publiques fédérales (numéro de catalogue 61-203).

Les rapports qui traitent des entreprises publiques s'insèrent dans le programme d'élargissement du champ de la statistique sur les finances publiques. Cet élargissement vise à promouvoir une vue globale de l'aspect financier de l'administration publique et permet d'apprécier de façon plus précise l'incidence de ce secteur sur l'économie, notamment par sa demande pour biens et services, par sa formation de capital, par son financement externe, par l'effet redistributif de la taxation et des paiements de transfert sur le revenu des particuliers et par l'importance de ses opérations commerciales dans le domaine industriel.

FAITS SAILLANTS DE L'ANNÉE 1966

Actif, passif et valeur nette

A la fin de 1966, la valeur de l'actif détenu par les entreprises publiques provinciales était de 12.212 millions de dollars, soit une augmentation de 1.496 millions ou de 14 p. 100 par rapport à l'actif détenu à la fin de 1965.

De 1965 à 1966, la part de l'actif total détenu par les services publics d'électricité tomba de 79 à 77 p. 100 tandis que celle des établissements s'occupant de finances, d'assurances et d'immeubles passa de 7 à 9 p. 100. Pendant ces deux années, les services de transports détenaient 6 p. 100 et les services de communications 5 p. 100 de l'actif total. La part des régies des alcools (environ 1 p. 100) aurait été plus importante s'il n'y avait pas eu de changements dans la façon de comptabiliser le coût et l'utilisation de leurs immobilisations¹.

Les entreprises publiques provinciales du Québec, de l'Ontario et de la Colombie-Britannique détenaient environ 74 p. 100 de l'actif total tant en 1966 qu'en 1965.

En 1966, les immobilisations représentaient 79 p. 100 de l'actif total des entreprises publiques provinciales. Sur l'accroissement global de 1,039 millions de dollars au cours de l'année, 879 millions furent attribuables à l'expansion des installations d'énergie électrique et comprirent les frais de construction d'importantes installations en vue d'accroître la production comme celles érigées sur les rivières Manicouagan et aux Outardes au Québec et les barrages-réservoirs de la rivière de la Paix

et du fleuve Columbia en Colombie-Britannique. Le coût des installations d'énergie électrique en voie de construction en fin d'année monta à 1.692 millions de 1,088 millions de dollars un an plus tôt et fût l'un des facteurs de cet accroissement. Au cours de l'année, les voies et moyens de transports accusèrent une augmentation de 51 millions de dollars qui porta surtout sur les autoroutes à péage et les chemins de fer. Les nouvelles installations téléphoniques coûtèrent 38 millions. La construction d'une usine de production d'eau lourde représenta pratiquement toute l'augmentation de 26 millions de dollars de l'actif des entreprises de fabrication.

Les placements, y compris les prêts, les avances et les fonds réservés, étaient évalués à 1.720 millions de dollars à la fin de 1966, soit 386 millions de plus qu'au début de l'exercice, et représentaient 14 p. 100 de l'actif global. Les prêts et les avances s'élevaient à 709 millions, soit 127 millions de plus qu'à la fin de 1965. La plus grande partie des prêts et avances (ainsi que de leur augmentation) consistait en prêts consentis aux administrations publiques municipales et garantis par des obligations non négociables et en prêts aux banques provinciales d'épargne. Un actif total de 603 millions était constitué de fonds réservés dont 452 millions étaient détenus par des services d'électricité, 104 millions par des services de transports, 30 millions par des entreprises s'occupant de finances, d'assurances et d'immeubles et 16 millions par des services de communications. Ces chiffres ne tiennent pas compte des sommes que les entreprises versèrent aux fonds d'amortissement de leurs sociétés mères pour rembourser les emprunts contractés par les provinces pour le compte des entreprises. La valeur des titres de placement détenus passa de 114 à 360 millions au

¹ Voir la publication du B.F.S. intitulée *The Control and Sale of Alcoholic Beverages in Canada*, numéro de catalogue 63-202.

cours de l'année. Les établissements financiers et les services d'électricité se partageaient la plus grande partie du reste des titres.

L'analyse des valeurs en portefeuille détenues à la fin de l'année 1966, y compris celles des fonds réservés, figure aux Tableaux 4 et 8. Les obligations directes ou garanties des administrations publiques, les billets du Trésor et le capital-actions des filiales d'entreprises publiques s'élevaient à 854 millions de dollars et les obligations, les billets et actions des sociétés et établissements canadiens, à 83 millions. Le reste des fonds réservés de l'actif était de 26 millions.

La différence, c'est-à-dire 7 p. 100 de l'actif, était constituée par l'encaisse, les comptes à recevoir, les stocks et divers autres éléments. Les stocks étaient de 208 millions de dollars à la fin de 1966, soit 24 millions de plus qu'à la fin de 1965.

En 1966, les emprunts, les avances et les dettes à long terme d'une valeur de 8,478 millions de dollars représentaient 69 p. 100 du total du passif et de l'avoir des propriétaires, soit une augmentation de 912 millions de dollars ou de 12 p. 100 par rapport à 1965. Sur ce total, 1,642 millions étaient payables à l'administration publique provinciale ou à ses entreprises et 6,707 millions étaient garantis par les administrations publiques provinciales². Une augmentation du passif à long

² Les obligations des entreprises, détenues par l'administration publique provinciale ou l'entreprise mère à titre de garantie d'une dette gagée encourue pour leur compte, sont considérées comme non négociables et ont été classées dans la présente statistique comme prêts à payer. Les valeurs actives correspondantes de la société mère sont également classées comme prêts.

Cette présentation facilite l'élaboration de statistiques qui englobent aussi bien la dette de l'administration publique provinciale elle-même, que celle des entreprises qui en relèvent. Quand l'entreprise possède un fonds d'amortissement pour rembourser les obligations souscrites pour son compte par l'administration publique provinciale, le solde de fin d'année est considéré comme un avoir propre détenu dans une caisse provinciale d'amortissement.

terme était enregistrée dans les groupes d'activités suivants: énergie électrique, 668 millions de dollars; finances, assurances et immeubles, 144 millions; communications, 48 millions; et transports, 25 millions.

Durant l'année, les comptes commerciaux à payer augmentèrent de 35 millions de dollars. Les autres éléments du passif augmentèrent de 304 millions, avec la plus grande partie représentant un nombre accru d'emprunts à court terme par les établissements financiers et les services d'électricité.

L'avoir des propriétaires (valeur nette), d'une valeur de 2,430 millions de dollars, constituait environ 20 p. 100 de l'ensemble des créances en 1966. La participation des administrations publiques provinciales s'élevait à 202 millions, soit une augmentation de 51 millions en un an. Les services municipaux d'électricité de l'Ontario détenaient un avoir propre de 593 millions représentant leur apport au remboursement de la dette de la Commission hydro-électrique.

Les réserves, d'une valeur de 1,233 millions de dollars en 1966, étaient formées surtout de l'excédent que les services d'électricité affectent à la stabilisation de leurs prix, aux imprévus et au fonds de remplacement et d'amortissement, ainsi que des fonds détenus en vertu du traité du fleuve Columbia, conclu entre le Canada et les États-Unis.

Le montant des bénéfices non répartis était de 403 millions de dollars à la fin de 1966, soit 80 millions de plus qu'à la fin de 1965.

Les Tableaux 1 et 5 présentent l'actif, le passif et la valeur nette des entreprises publiques provinciales pour l'exercice financier clos le plus près du 31 décembre 1966, dans l'ordre établi à l'article intitulé "Classification et terminologie financières".

Les tableaux ci-dessous indiquent les variations en nombres absolus et (en pourcentages) sur les diverses catégories de 1965 à 1966, de même que leur proportion par rapport au total:

Variations de l'actif, du passif et de la valeur nette à la fin de l'exercice terminé le plus près du 31 décembre

	1965	1966	Variation absolue 1966/1965	Variation ¹ relative 1966/1965
	en millions de dollars			%
Actif				
Encaisse	164	166	2	1.1
Comptes à recevoir	144	171	27	19.2
Stocks	184	208	24	13.3
Immobilisations	8,571 ²	9,610	1,039	12.1
Placements y compris prêts, avances et fonds réservés (postes 8 à 11, Tableaux 1 et 5)	1,334 ²	1,720	386	28.9
Autres éléments d'actif	319	337	18	5.6
Total	10,716²	12,212	1,496	14.0

Voir renvoi(s) à la fin du tableau.

Variations de l'actif, du passif et de la valeur nette à la fin de l'exercice terminé
le plus près du 31 décembre - fin

	1965	1966	Variation absolue 1966/1965	Variation ¹ relative 1966/1965
	en millions de dollars			%
Passif et valeur nette				
Comptes à payer	172	207	35	20.3
Emprunts, avances et dettes à long terme	7,566 ²	8,478	912	12.1
Réserves pour dettes anticipées	71	86	15	21.9
Autres éléments de passif	707 ²	1,011	304	42.9
Avoir des propriétaires (valeur nette)	2,200 ²	2,430	230	10.5
Total	10,716²	12,212	1,496	14.0

¹ Fondé sur des chiffres non arrondis.

² Ces chiffres diffèrent de ceux qui ont été publiés antérieurement en raison des changements suivants: a) les prêts et subventions à la construction, que l'on avait d'abord soustraits de la somme des immobilisations des entreprises, figurent à nouveau dans le total; b) le prélèvement de fonds sur les réserves d'une entreprise aux fins d'utilisation générale est considéré comme un prêt intérieur; c) les billets à terme, autrefois inclus dans les prêts et avances à long terme, se classent maintenant dans les prêts, avances et billets à court terme. On a, en effet, établi que ces billets servent en premier lieu au financement provisoire.

Eléments de l'actif, du passif et de la valeur nette exprimés en pourcentages du total à la fin
de l'exercice clos le plus près du 31 décembre

	1965	1966
	pourcentage	
Actif		
Encaisse	1.5	1.4
Comptes à recevoir	1.3	1.4
Stocks	1.7	1.7
Immobilisations	80.1 ¹	78.7
Placements, y compris prêts, avances et fonds réservés	12.5 ¹	14.1
Autres éléments d'actif	3.0	2.7
Total	100.0	100.0
Passif et valeur nette		
Comptes à payer	1.6	1.7
Emprunts, avances et dettes à long terme	70.6 ¹	69.4
Réserves pour dettes anticipées	0.7 ¹	0.7
Autres éléments de passif	6.6 ¹	8.3
Avoir des propriétaires (valeur nette)	20.5 ¹	19.9
Total	100.0	100.0

¹ Ces chiffres diffèrent de ceux qui ont été publiés antérieurement, voir les renvois du tableau précédent.

Voici la répartition en pourcentages de l'ensemble de l'actif ou du passif et de la valeur nette pour 1965 et 1966, par groupe d'activités et par province:

Répartition en pourcentages de l'ensemble de l'actif ou du passif et de la valeur nette,
par groupe d'activités, à la fin de l'exercice clos le plus près du 31 décembre

	1965	1966
	pourcentage	
Mines, carrières et puits de pétrole	1	1
Industries manufacturières ²	0.3 ³	0.5
Transports, communications et autres services d'utilité publique:		
Transports	6.5	6.2
Communications	5.2	4.9
Electricité	79.1 ³	77.4
Autres	0.3	0.4
Total partiel	91.1³	88.9

Voir renvoi(s) à la fin du tableau.

Répartition en pourcentages de l'ensemble de l'actif ou du passif et de la valeur nette, par groupe d'activités, à la fin de l'exercice clos le plus près du 31 décembre - fin

	1965	1966
	pourcentage	
Commerce de gros	1	1
Commerce de détail	1.2	1.2
Finances, assurances et immeubles	7.4 ³	9.4
Services sociaux, commerciaux, industriels et personnels	1	1
Total	100.0	100.0

¹ Moins de 0.1

² Comprend une entreprise antérieurement classée sous "forestage" et une autre sous "mines, carrières et puits de pétrole".

³ Ces chiffres diffèrent de ceux qui ont été publiés antérieurement - voir les renvois du tableau en page 7.

Répartition en pourcentages de l'ensemble de l'actif ou du passif et de la valeur nette, par province, à la fin de l'exercice financier clos le plus près du 31 décembre

	1965	1966
	pourcentage	
Terre-Neuve	0.7	1.0
Île-du-Prince-Édouard	0.1	0.1
Nouvelle-Écosse	1.6 ¹	1.9
Nouveau-Brunswick	2.5 ¹	2.7
Québec	27.2 ¹	28.2
Ontario	29.8 ¹	28.1
Manitoba	6.5	6.1
Saskatchewan	6.5	6.1
Alberta	7.9	8.1
Colombie-Britannique	17.2 ¹	17.7
Yukon	2	2
Territoires du Nord-Ouest	2	2
Total	100.0	100.0

¹ Ces chiffres diffèrent de ceux qui ont été publiés antérieurement, voir les renvois du tableau en page 7.

² Moins de 0.1.

Revenus et dépenses ordinaires

Le montant global des revenus ordinaires en 1966 était de 2,335 millions de dollars, soit 9 p. 100 de plus qu'en 1965. Pour des revenus de 2,229 millions de dollars sur les ventes et services provenant de l'exploitation normale, la part des services d'électricité était de 45 p. 100 et celle des régies d'alcools de 44 p. 100. Ces deux activités, qui relèvent traditionnellement des administrations publiques, ont participé pour 158 millions à l'accroissement de 168 millions de dollars des ventes de l'année.

Les revenus de placements s'élevèrent à 97 millions de dollars en 1966 et provenaient principalement de l'intérêt sur les titres émis par les administrations publiques des provinces et des municipalités. Pour plus de 47 p. 100, il s'agissait de profits réalisés par des organismes financiers, et pour 45 p. 100, par des services d'électricité, principalement sur leurs valeurs en portefeuille ou en fonds réservés.

Parmi les autres revenus ordinaires, d'une valeur de 9 millions de dollars, figuraient 6 millions provenant de locations.

Le montant global des dépenses ordinaires augmenta à peu près au même rythme que les revenus, soit de 1,717 millions en 1965 à 1,865 millions en 1966. De cette somme, les commissions hydro-électriques dépensèrent 50 p. 100 et les régies des alcools 35 p. 100.

Le coût des produits et services vendus dans le cadre de l'exploitation normale atteignit 1,277 millions de dollars, soit un accroissement de 98 millions ou de 8 p. 100 par rapport à l'année précédente.

Un montant de 212 millions de dollars fut imputé à l'exploitation normale à titre de provision pour amortissement des immobilisations, soit 21 millions de plus qu'en 1965.

En 1966, la dépense en intérêts fut de 342 millions de dollars et représenta un accroissement de 11 p. 100 par rapport à 1965. Ce montant ne comprend pas les 58 millions capitalisés en construction par des entreprises s'occupant de transports, de communications, d'énergie électrique et d'autres services d'utilité publique, mais comprend un montant de 68 millions versé aux trois niveaux

de l'administration publique. Les services d'électricité devaient 76 p. 100 de la dette des entreprises et payèrent 78 p. 100 des coûts d'intérêts.

Les autres dépenses diverses, soit 34 millions de dollars, et incluant l'amortissement des primes accordées sur émissions d'obligations et l'amortissement du programme de normalisation des fréquences réalisé par la Commission hydro-électrique de l'Ontario, diminuèrent de 6 millions par rapport à l'année précédente.

Le bénéfice net (déduction faite des pertes) des entreprises publiques provinciales s'accrut de 39 millions de dollars par rapport à l'année précédente. Sur les 470 millions de bénéfice net, 327 millions furent attribuables aux régies provinciales

des alcools (une augmentation de 30 millions par rapport à 1965) et 129 millions aux services d'électricité. Les services de téléphonie et les entreprises de finances, d'assurances et d'immeubles réalisèrent collectivement des bénéfices de 7 millions pour chaque groupe.

Les détails des revenus et des dépenses ordinaires de 1966 figurent respectivement aux tableaux 2 et 6 répartis par groupe d'activités et par province.

Le tableau qui suit présente les variations des principaux postes de revenus et dépenses ordinaires et de bénéfice net exprimés en chiffres absolus et en pourcentages.

Variation des revenus, des dépenses et du bénéfice net de l'exercice financier clos le plus près du 31 décembre

	1965	1966	Variation absolue 1966/1965	Variation en pourcentage 1966/1965
	en millions de dollars			%
Revenus				
Revenus provenant des ventes et services	2,061	2,229	168	8.1
Revenus de placements	77 ²	97	20	25.5
Autres revenus	10	9	- 1	-
Total	2,148²	2,335	187	8.7
Dépenses				
Coût de vente des marchandises provenant de l'exploitation normale	1,179	1,277	98	8.3
Amortissement	191	212	21	11.0
Intérêts	307	342	35	11.4
Autres dépenses	40	34	- 6	- 14.1
Total	1,717	1,865	148	8.6
Bénéfice net avant impôt	431²	470	39	9.1

¹ Fondée sur des chiffres non arrondis.

² Ces chiffres diffèrent de ceux qui ont été publiés antérieurement du fait qu'ils incluent les revenus provenant de sources extérieures comptabilisés aux fonds réservés des entreprises.

Opérations nettes au compte des bénéfices non répartis

Le solde du compte des bénéfices non répartis des entreprises publiques provinciales augmenta de 80 millions en 1966. Des bénéfices nets d'un montant total de 470 millions furent portés à ce compte. Parmi les autres revenus, il faut compter ceux qui proviennent de la vente de boissons alcooliques (64 millions) et l'apport des trois niveaux de l'administration publique (31 millions, dont 26 millions en subventions de l'Office d'expansion économique de la région atlantique). En 1966, un montant total de 396 millions fut payé aux administrations publiques provinciales et un total net de 96 millions de dollars fut transféré du compte des bénéfices non répartis à celui des réserves des entreprises.

Les débits et les crédits nets du compte des bénéfices non répartis devant être portés au bilan figurent aux Tableaux 3 et 7.

Immobilisations

L'estimation des immobilisations des entreprises publiques apparaît dans la publication intitulée **Investissements privés et publics** (Tableau 7) préparée conjointement par la Division des finances des entreprises du Bureau fédéral de la statistique et la Direction de l'économie du ministère de l'Industrie et du Commerce. Selon cette source, les immobilisations des entreprises provinciales en 1966 étaient de 1,255 millions de dollars, soit 253 millions de plus qu'en 1965.

ENTREPRISES PUBLIQUES PROVINCIALES FIGURANT DANS LE RAPPORT

En 1966, 66 entreprises publiques provinciales étaient en activité. Ce nombre ne comprend pas les entreprises suivantes, bien qu'on ait tenu compte de leur actif et de leur passif: l'*Elizabeth Towers Limited*, la *Newfoundland and Labrador Power Commission*, la *Deuterium of Canada Limited*, l'*Ontario Water Resources Commission* (projets provinciaux) et *Saskair*. Les quatre premières en étaient encore au stade de la construction à la fin de 1966. La province de Saskatchewan a vendu *Saskair* en 1965 et, en 1966, elle a commencé à recevoir des acomptes sur le principal et l'intérêt conformément aux termes du contrat de vente. Les opérations financières de la *Province of Saskatchewan Liquor Licensing Commission*, qui n'est pas une "entreprise", sont comprises avec celles du *Liquor Board* afin d'assurer la comparabilité des statistiques interprovinciales. Dans toutes les autres provinces, les opérations semblables sont

comprises dans les états financiers des régies des alcools respectives.

Les entreprises comprises pour la première fois dans la statistique financière sont: *Elizabeth Towers Limited*, Terre-Neuve; *Hotel Buildings Limited*, Terre-Neuve; *Seaboard Power Corporation Limited*, Nouvelle-Écosse; Caisse de dépôt et placement du Québec; *Ontario Water Resources Commission* (projets provinciaux seulement); *Estevan Brick Limited*, Saskatchewan; *Saskatchewan Water Supply Board* et *Alberta Investment Fund*. Des notes explicatives sur ces entreprises sont données en page 14.

Voici la liste des entreprises dont il est question dans le rapport, les lois en vertu desquelles elles ont été constituées, la valeur de leur actif d'après le rapport annuel pour 1966 de chaque entreprise ainsi que leurs principales fonctions:

Liste des entreprises

Nom des entreprises et des sociétés associées (l'association étant indiquée par les lettres correspondantes a), b), c) et d))	Fin de l'exercice	Ministre ou autorité provinciale responsable	Loi provinciale	Année de constitution	Valeur de l'actif d'après le rapport annuel de 1966 \$'000	Activités principales
Terre-Neuve:						
Board of Liquor Control	31 mars	Ministre des Finances	Alcoholic Liquors Act, SR 1952, c. 93 et modifications.	1949*	3, 841	Régie et vente de boissons alcooliques.
Division of Northern Labrador Affairs.	31 mars	Ministre du Bien-être public	Department of Public Welfare Act, 1965, c. 36.	1949*	906	Fourniture de biens et de services essentiels auxquels la population du Labrador septentrional n'aurait pas accès autrement.
Elizabeth Towers Limited a) ¹ (filiale).	31 déc.	Lieutenant-gouverneur en conseil	a)	1966	654	Construction domiciliaire (inactive en 1966).
Hotel Building Limited ¹	31 mars	Ministre de l'Expansion économique	—	1966	15, 869	Exploitation d'hôtel.
Newfoundland and Labrador Power Commission.	31 mars	Ministre de l'Expansion économique.	Newfoundland and Labrador Power Commission Act, 1965, c. 20 et modifications.	1954	69, 554	Construction et exploitation d'une centrale hydro-électrique à Baie d'Espoir ainsi que d'un réseau de transport d'énergie (inactive en 1966).
Newfoundland and Labrador Rural Electricity Authority ¹ .	31 mars	Ministre de l'Expansion économique	Newfoundland and Labrador Rural Electricity Act, 1965, c. 51 et modifications.	1954	5, 291	Achat, transport et distribution d'énergie électrique.
Newfoundland Fibrply Limited	31 oct.	Ministre de l'Expansion économique.	—	1959	pas de rapport publié	Fabrication de panneaux et d'autre produits du bois.
St. John's Housing Corporation a).	31 déc.	Lieutenant-gouverneur en conseil	St. John's Housing Corporation Act, SR 1952, c. 80 et modifications.	1949*	10, 131	Aménagement d'habitations dans la région de Saint-Jean, par l'achat ou la construction ou en prêtant de l'argent aux fins de l'achat ou de la construction de maisons.
Île-du-Prince-Édouard:						
Prince Edward Island Industrial Corporation.	31 mars	Ministre de l'Industrie et des Richesses naturelles.	Prince Edward Island Industrial Corporation Act, SR 1951, c. 121 et modifications.	1949	9, 861	Aide à l'expansion industrielle; exploitation d'un entrepôt frigorifique; affrètement.
Prince Edward Island Liquor Control Commission.	31 mars	Lieutenant-gouverneur en conseil	Liquor Control Act, SR 1951, c. 159 et modifications.	1948	770	Régie et vente de boissons alcooliques.

¹ Voir aussi la note explicative en page 14.

Liste des entreprises - suite

Nom des entreprises et des sociétés associées (l'association étant indiquée par les lettres correspondantes a), b), c) et d))	Fin de l'exercice	Ministre ou autorité provinciale responsable	Loi provinciale	Année de constitution	Valeur de l'actif d'après le rapport annuel de 1966	Activités principales
Nouvelle-Écosse:						
Deuterium of Canada Limited b) (filiale).	31 jan.	Ministre du Commerce et de l'Industrie	b) et Deuterium of Canada Limited Act, 1966, c. 6.	1964	44,299	Fabrication d'eau lourde destinée à être vendue à l'Énergie atomique du Canada, Limitée (inactive en 1965).
Digby Pines Hotel	31 déc.	Ministre du Commerce et de l'Industrie	-	1965	pas de rapport publié	Exploitation d'un hôtel et de chalets de villégiature pendant la saison touristique. Établissement acquis par la province en 1965.
Halifax-Dartmouth Bridge Commission.	31 déc.	Commissaires nommés par la province	Halifax-Dartmouth Bridge Commission Act, 1960, c. 7 et modifications.	1951	12,620	Construction, entretien et exploitation du pont entre Halifax et Dartmouth et de ses voies d'accès.
Industrial Estates Limited b)	31 mars	Ministre du Commerce et de l'Industrie	Industrial Estates Limited Act, 1958, c. 5 et modifications.	1957 (Loi des sociétés)	75,899	Expansion de l'industrie secondaire.
Keltic Lodge	31 déc.	Ministre du Commerce et de l'Industrie	-	1940	pas de rapport publié	Exploitation d'un hôtel et de chalets de villégiature pendant la saison touristique.
Nova Scotia Liquor Commission	31 mars	Lieutenant-gouverneur en conseil	Liquor Control Act, SR 1954, c. 155 et modifications,	1930	8,652	Régie et vente de boissons alcooliques.
Nova Scotia Power Commission c) ¹	30 nov.	Lieutenant-gouverneur en conseil	Power Commission Act, SR 1954, c. 220 et modifications.	1919	83,206	Production, transport et distribution d'énergie électrique.
Seaboard Power Corporation Limited c) (filiale) ¹ .	30 nov.	Lieutenant-gouverneur en conseil	c)	1966	8,185	Production, transport et distribution d'énergie électrique.
Springhill Development Corporation b) (filiale).	31 mars	Ministre du Commerce et de l'Industrie	b)	1958	1,071	Expansion de l'industrie dans la ville de Springhill.
Nouveau-Brunswick:						
New Brunswick Development Corporation ¹ .	31 mars	Ministre des Finances et de l'Industrie	Assistance to Industry Act, 1960-1961, c. 3.	1959	12,216	Aide financière à l'industrie.
New Brunswick Electric Power Commission.	31 mars	Lieutenant-gouverneur en conseil	Electric Power Act; C. 41, 1961-62 et modifications.	1920	270,542	Production, transport et distribution d'énergie électrique.
New Brunswick Liquor Control Commission.	31 mars	Lieutenant-gouverneur en conseil	Liquor Control Act, 1961, c. 3 et modifications.	1927	5,686	Régie et vente de boissons alcooliques.
Québec:						
Office des autoroutes du Québec	31 déc.	Ministre de la Voirie	Loi des autoroutes, SR 1964, c. 134.	1957	295,913	Construction, exploitation et entretien d'autoroutes et d'ouvrages connexes.
Caisse de dépôt et placement du Québec ¹ .	31 déc.	Ministre des Finances	Charte de la Caisse de dépôt et placement du Québec, 1965, c. 23.	1965	183,301	Administration, en qualité de fiduciaire, de l'actif des organismes provinciaux, en particulier la Régie des rentes du Québec, au moyen d'un programme de placement à long terme aux fins subordonnées de financer l'expansion économique de la province de Québec.
Commission hydroélectrique de Québec (Hydro-Québec).	31 déc.	Ministre des Richesses naturelles	Loi d'Hydro-Québec, SR 1964, c. 86 et modification.	1944	2,893,416	Production, transport et distribution d'énergie électrique.
Régie des alcools du Québec	31 mars	Ministre des Richesses naturelles	Loi de la Régie des alcools, SR 1964, c. 44 et modification.	1921	38,324	Régie et vente de boissons alcooliques.
Société québécoise d'exploration minière (SOQUEM) ¹ .	31 mars	Ministre des Richesses naturelles	Charte de la Société québécoise d'exploration minière, 1965, c. 36.	1965	2,243	Prospection minière et participation à la mise en valeur de découvertes et à la mise en exploitation de gisements.
Raffinerie de sucre de Québec	31 mars	Lieutenant-gouverneur en conseil	Loi concernant l'établissement d'une manufacture de sucre de betterave à Saint-Hilaire, 1943, c. 23.	1943	3,682	Exploitation d'une usine de sucre de betterave.
Ontario:						
Hydro-Electric Power Commission of Ontario.	31 déc.	Lieutenant-gouverneur en conseil	Power Commission Act, SR 1960, c. 300 et modifications.	1907	3,189,601	Production, transport et distribution d'énergie électrique.
Liquor Control Board of Ontario	31 mars	Lieutenant-gouverneur en conseil	Liquor Control Act, SR 1960, c. 217 et modifications.	1927	34,728	Régie et vente de boissons alcooliques.
Ontario Food Terminal Board	31 mars	Ministre de l'Agriculture	Ontario Food Terminal Act, SR 1960, c. 272 et modification.	1954	5,469	Exploitation d'installations de vente en gros de fruits pour l'approvisionnement de l'agglomération métropolitaine torontoise.
Ontario Northland Transportation Commission d).	31 déc.	Ministre de l'Économie et du Développement	Ontario Northland Transportation Commission Act, SR 1960, c. 276 et modifications.	1902	92,697	Exploitation de l'Ontario Northland Railway, du Nipissing Central Railway, de l'Ontario Northland Highway Services, de l'Ontario Northland Boat Lines et de l'Ontario Northland Communications.

¹ Voir aussi les notes explicatives à la page 14.

Liste des entreprises - suite

Nom des entreprises et des sociétés associées (l'association étant indiquée par les lettres correspondantes a), b), c) et d))	Fin de l'exercice	Ministre ou autorité provinciale responsable	Loi provinciale	Année de constitution	Valeur de l'actif d'après le rapport annuel de 1966	Activités principales
Ontario - fin:						
Ontario Stock Yards Board	30 juin	Ministre de l'Agriculture	Stock Yards Act, SR 1960, c. 385.	1944	pas de rapport publié	Exploitation des installations d'un marché de bestiaux.
Province of Ontario Savings Office	31 mars	Lieutenant-gouverneur en conseil	Agricultural Development Finance Act, SR 1960, c. 9.	1921	81,577	Services bancaires.
Ontario Water Resources Commission (projets provinciaux seulement).	31 déc.	Lieutenant-gouverneur en conseil	Ontario Water Resources Commission Act, SR 1960, c. 281 et modifications.	1956	20,707	Fourniture d'eau aux municipalités et promotion de système locaux d'épuration d'égouts.
Star Transfer Limited d) (filiale)	31 déc.	Ministre de l'Economie et du Développement	d)	1960	1,565	Transport routier
Manitoba:						
Liquor Control Commission of Manitoba.	31 mars	Procureur général	Liquor Control Act, 1956, c. 40 et modifications.	1923	5,313	Régie et vente de boissons alcooliques.
Manitoba Agricultural Credit Corporation.	31 mars	Ministre de l'Agriculture et de la Conservation	Agricultural Credit Act, 1958, c. 1 et modifications.	1959	35,373	Prêts aux agriculteurs.
Manitoba Development Fund	31 mars	Ministre de l'Industrie et du Commerce	Manitoba Development Fund Act, 1966, c. 17.	1958	31,925	Encouragement de l'expansion industrielle équilibrée y compris aide financière.
Manitoba Farm Loans Association	31 mars	Lieutenant-gouverneur en conseil	Manitoba Farm Loans Act, SR 1940, c. 73.	1917	50	Prêts garantis par des terres agricoles.
Manitoba Hydro-Electric Board	31 mars	Ministre des Services d'utilité publique	Manitoba Hydro Act, 1961, c. 28 et modifications.	1921	510,455	Production, transport et distribution d'énergie électrique. Entreprise formée par la fusion, le 1er avril 1961, de la Manitoba Power Commission (constituée en 1921) et de la Manitoba Hydro-Electric Board (constituée en 1949).
Manitoba Telephone System	31 mars	Ministre des Services d'utilité publique	Manitoba Telephone Act, 1955, c. 76 et modifications.	1908	182,272	Service de téléphones.
Manitoba Water Supply Board	31 mars	Ministre de la Voirie	Manitoba Water Supply Board Act, 1959, c. 69 et modification.	1959	4,979	Approvisionnement des municipalités en eau potable.
Saskatchewan:						
Estevan Brick Limited ¹	31 déc.	Premier Ministre	Crown Corporations Act, SR 1965, c. 39 et modification	1966	1,569	Production et vente de briques et de carreaux.
Province of Saskatchewan Liquor Board and Liquor Licensing Commission.	31 mars	Lieutenant-gouverneur en conseil	Liquor Act, SR 1965, c. 382 et modification, Liquor Licensing Act, SR 1965, c. 383 et modification.	1925	12,422	Régie et vente de boissons alcooliques.
Saskair ¹	31 oct.	Ministre de l'Industrie et du Commerce	Crown Corporations Act, SR 1969, c. 39 et modification.	1947	531	Création de moyens de transport en vue de la mise en valeur de la région septentrionale de la province. Saskair a été vendu, la vente prenant effet le 1er mars 1965.
Saskatchewan Economic Development Corporation. ¹	31 déc.	Ministre de l'Industrie et du Commerce	Industrial Development Act, SR 1965, c. 411	1953	10,205	Aide à l'industrie, aux entreprises spécialisées dans l'élevage du bétail et aux exploitations agricoles et horticoles.
Saskatchewan Forest Products	31 oct.	Ministre des Richesses naturelles	Crown Corporations Act, SR 1969, c. 39 et modification.	1949	4,931	Exploitation de forêts, de scieries, de parcs à bois et d'ateliers de rabotage.
Saskatchewan Fur Marketing Service	30 sept.	Ministre des Richesses naturelles	Crown Corporations Act, SR 1969, c. 39 et modification.	1945	182	Mise en marché de peaux d'animaux à fourrure. L'entreprise est devenue société de la Couronne sous la raison sociale de Saskatchewan Fur Marketing Service en octobre 1958.
Saskatchewan Government Insurance Office.	31 déc.	Ministre de la Voirie et des Transports	Saskatchewan Government Insurance Act, SR 1965, c. 41.	1945	26,482	Assurance générale et administration du régime obligatoire d'assurance-automobile.
Saskatchewan Government Printing Company.	31 déc.	Ministre des Travaux publics	Crown Corporations Act, SR 1969, c. 39 et modification.	1945	334	Exploitation d'une imprimerie à l'usage du gouvernement et des organismes provinciaux.
Saskatchewan Government Telephones.	31 déc.	Ministre de la Téléphonie	Saskatchewan Government Telephones Act, SR 1965, c. 42 et modification.	1947	162,713	Création d'installations de téléphonie, de télégraphie, de radiodiffusion et de micro-ondes pour la télévision (ministère de 1910 à 1947 et société de la Couronne depuis avril 1947).

¹ Voir aussi les notes explicatives à la page 14.

Liste des entreprises - fin

Nom des entreprises et des sociétés associées (l'association étant indiquée par les lettres correspondantes a), b), c) et d))	Fin de l'exercice	Ministre ou autorité provinciale responsable	Loi provinciale	Année de constitution	Valeur de l'actif d'après le rapport annuel de 1966	Activités principales
Saskatchewan - fin:						
Saskatchewan Minerals	31 déc.	Trésorier provincial	Crown Corporations Act, SR 1965, c. 39 et modification.	1944	3,148	Production et vente de sulfate de sodium.
Saskatchewan Power Corporation	31 déc.	Ministre chargé de la Saskatchewan Power Corporation	Power Corporation Act, SR 1965, c. 40 et modification.	1929	545,236	Production, transport et distribution d'énergie électrique; transport de gaz naturel, y compris le gaz produit par sa filiale en propriété exclusive la <i>Many Islands Pipe Lines Limited</i> .
Saskatchewan Transportation Company.	31 oct.	Ministre des Richesses minérales	Crown Corporations Act, SR 1965, c. 39 et modification.	1946	2,792	Exploitation d'une entreprise de transport de voyageurs et de marchandises.
Saskatchewan Water Supply Board ¹	31 déc.	Ministre des Travaux publics	Loi modifiant le Water Resources Commission Act 1966, c. 80.	1966	1,790	Fourniture d'eau aux industries et aux municipalités.
Alberta:						
Alberta Commercial Corporation	31 déc.	Ministre de l'Industrie et du Développement	Alberta Commercial Services Act, 1964, c. 12 et modification.	1964	2,856	Aide financière à l'industrie et mise en marché de divers produits.
Alberta Government Telephones Commission ¹ .	31 déc.	Ministre de la Téléphonie	Alberta Government Telephones Act, 1958, c. 85 et modifications.	1958	375,562	Exploitation d'un réseau téléphonique (sous l'autorité du ministre de la téléphonie de 1906 jusqu'à la transformation en société de la Couronne en 1958).
Alberta Industrial Corporation	31 déc.	Lieutenant-gouverneur en conseil	Alberta Industrial Corporation Act, SR 1955, c. 153.	1946	1,423	Aide financière à l'industrie au moyen de prêts, d'achat d'actions ou d'autres valeurs.
Alberta Investment Fund ¹	31 déc.	Lieutenant-gouverneur en conseil	Alberta Investment Fund Act, 1965, c. 42.	1965	1,969	Investissement de capitaux provenant de l'épargne privée pour promouvoir le développement industriel et commercial.
Alberta Liquor Control Board	31 mars	Trésorier provincial	Liquor Control Act, 1958, c. 37 et modifications.	1924	16,805	Régie et vente des boissons alcooliques.
Alberta Municipal Financing Corporation.	31 déc.	Lieutenant-gouverneur en conseil	Alberta Municipal Financing Corporation Act, 1956, c. 3 et modifications.	1956	455,749	Participation au financement des administrations publiques municipales par l'achat et la vente de valeurs mobilières.
Bow River Development	30 nov.	Ministre de l'Agriculture	Bow River Development Act, 1955, c. 48 et modifications.	1955	7,210	Exploitation d'une installation d'irrigation.
St. Mary and Milk Rivers Development.	30 nov.	Ministre de l'Agriculture	St. Mary and Milk Rivers Development Act, 1950, c. 68 et modifications.	1946	21,661	Exploitation d'une installation d'irrigation.
Treasury Branches	31 mars	Trésorier provincial	Treasury Branches Act, SR 1955, c. 344 et modifications.	1938	159,215	Opérations bancaires.
Colombie-Britannique:						
British Columbia Ferry Authority	31 mars.	Lieutenant-gouverneur en conseil	British Columbia Ferry Authority Act, SR 1960, c. 380 et modifications.	1953	4,689	Exploitation d'un service de bacs.
British Columbia Hydro and Power Authority.	31 mars	Lieutenant-gouverneur en conseil	British Columbia Hydro and Power Authority Act, 1964, c. 7 et modifications.	1945	1,708,695	Production, transport et distribution d'énergie électrique; distribution de gaz naturel; transport de personnes par autobus et de marchandises par chemin de fer. Entreprise formée par la fusion de la <i>B.C. Power Commission</i> (constituée en 1945) et de la <i>B.C. Electric Co. Ltd.</i> (acquise par la province en 1961).
Liquor Control Board of British Columbia.	31 mars.	Procureur général	Government Liquor Act, SR 1960, c. 1966 et modification.	1921	16,115	Régie et vente de boissons alcooliques.
Pacific Great Eastern Railway Company.	31 déc.	Ministre des Chemins de fer	(Pacific Great Eastern Incorporation Act, 1912, c. 34); Railway Act, SR 1960, c. 329.	1924	239,134	Transport de voyageurs et de marchandises par chemin de fer.
Yukon:						
Liquor Control Authority	31 mars	Commission du Territoire du Yukon	Liquor Ordinance, RO 1956, c. 67 et modifications.	1921	560	Régie et vente de boissons alcooliques.
Territoires du Nord-Ouest:						
Liquor Control Authority	31 mars	Commissaire des Territoires du Nord-Ouest	Liquor Ordinance, RO 1956, c. 60 et modifications.	1939	389	Régie et vente de boissons alcooliques.

¹ Voir aussi la note explicative en page 14.

Notes explicatives au sujet de certaines entreprises

Voici quelques explications au sujet de certaines entreprises.

Elizabeth Towers Limited. — *Elizabeth Towers Limited* fut constituée en filiale de la *St. John's Housing Corporation*. L'immeuble n'était pas encore achevé à la fin de 1966.

Hotel Buildings Limited. — En vertu d'une entente en date du 29 septembre 1966, *Atlific (Nfld.) Limited* fut nommée administrateur unique des hôtels possédés par la société, pour une période de vingt-cinq ans avec privilège d'acheter les actions de la société ou ses locaux et tout rajout ou agrandissement qui y seront faits au cours des vingt-cinq prochaines années.

La date du début d'exploitation de chaque hôtel est donnée ci-après: *St. John's*, 13 juillet 1966; *Corner Brook*, 13 juillet 1966; *Gander*, 15 novembre 1966; *Clareville*, 1er décembre 1966.

Newfoundland and Labrador Rural Electricity Authority. — Au cours de l'année un actif d'une valeur de près d'un million de dollars fut transféré à la *Newfoundland Light and Power Company Limited*.

Nova Scotia Power Commission et Seaboard Power Corporation Limited. — Le 1er janvier 1966, la *Nova Scotia Power Commission* acheta toutes les actions en circulation de la *Seaboard Power Corporation Limited* et depuis 1966 elle administre la société comme une filiale.

New Brunswick Development Corporation. — Le rapport annuel de la société pour l'année close le 31 mars 1967 n'étant pas disponible, les transactions pour l'exercice financier clos le 31 mars 1966 sont comprises dans la présente statistique.

Caisse de dépôt et placement du Québec. — Son activité débuta le 16 février 1966 et le premier dépôt fut effectué par la Régie des rentes du Québec.

Société québécoise d'exploration minière (Soquem). — La société obtint sa charte le 14 juillet 1965 et commença son activité le 1er novembre 1965. Les résultats nets de l'exploitation arrêtée au 31 mars 1966 ont été portés au bilan au poste des frais reportés à l'exercice ultérieur.

Ontario Water Resources Commission. — Cette commission fut instituée en 1956. Ses attributions consistent à enrayer la pollution des eaux et à servir de conseiller auprès des administrations publiques locales, cette dernière activité est du type

qui s'inscrit au poste "administration publique générale." Elle exploite aussi des installations d'égoûts et d'eau et finance des immobilisations moyennant remboursement de frais par les administrations publiques locales.

En 1965, on entreprit des projets d'un nouveau genre dont la province est propriétaire et dont les services sont vendus. Ils ont pour objet principal la fourniture d'eau aux administrations publiques locales et la mise en place de systèmes d'épuration d'égoûts dont les frais sont facturés directement aux utilisateurs. On considère que ces projets provinciaux sont des entreprises publiques. Bien qu'aucun de ces projets n'ait été en activité en 1966, les coûts de construction jusqu'au 31 décembre 1966 sont compris dans la présente statistique.

Estevan Brick Limited et Saskatchewan Minerals. — A la suite de sa constitution le 31 mai 1966 l'*Estevan Brick Limited* se porta acquéreur de l'actif et responsable du passif de l'*Estevan Clay Products Division of Saskatchewan Minerals*, la transaction prenant effet le 1er janvier 1966.

Saskair. — L'actif et l'objet social de la société furent vendus le 1er mars 1965 à une société privée en vertu d'une entente qui prévoit que le paiement s'échelonne sur une période de dix ans. Des acomptes portant sur le principal et l'intérêt furent reçus en 1966.

Saskatchewan Economic Development Corporation. — L'actif et le passif du *Saskatchewan Government Finance Office* furent transférés à cette société le 30 juin 1966.

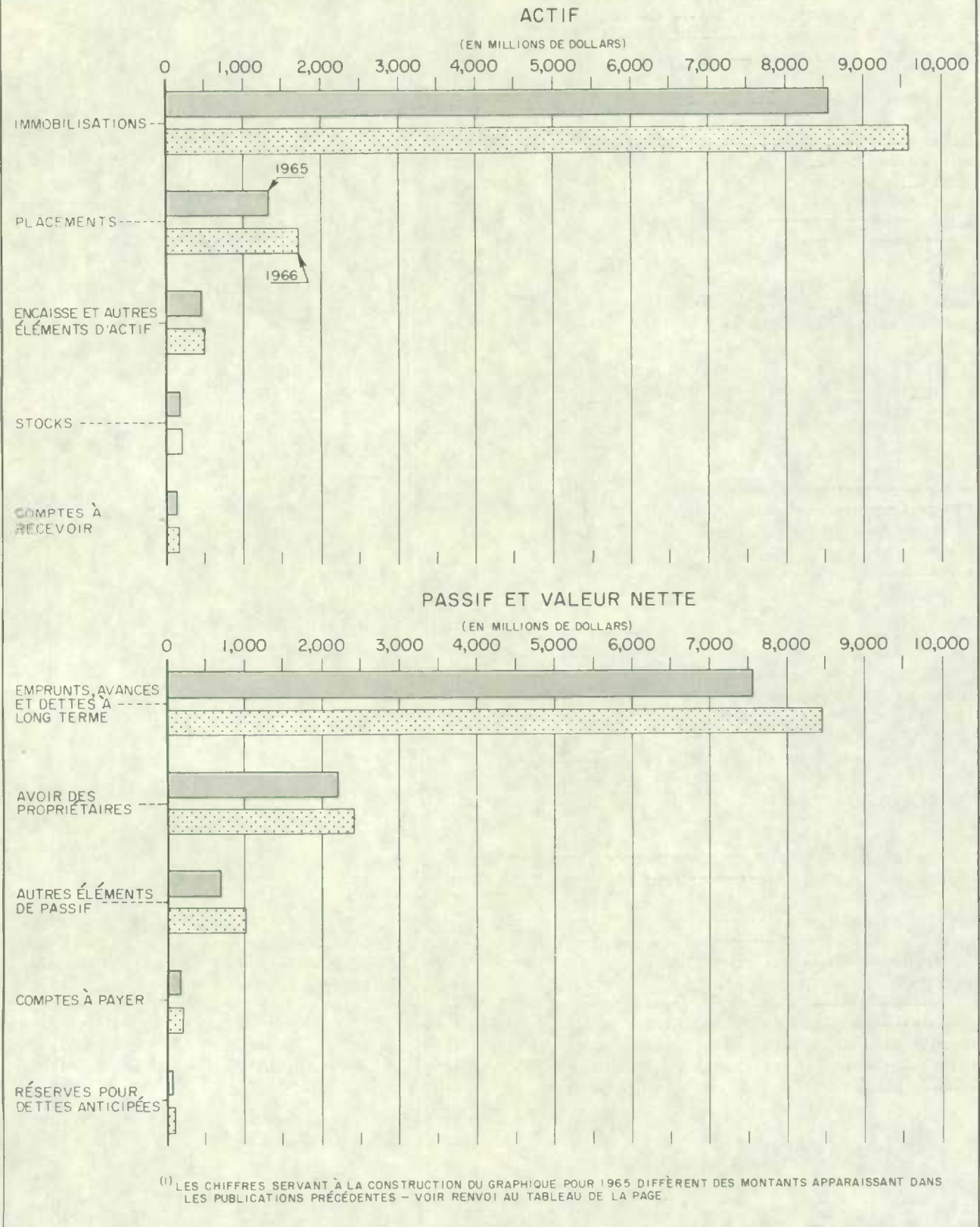
Saskatchewan Water Supply Board. — La commission fut instituée le 7 avril 1966. Bien que partiellement achevé, le système était en activité en 1966.

Alberta Government Telephones Commission. — La clôture de l'exercice financier de la commission, fixée autrefois au 31 mars, a été reportée au 31 décembre. La présente statistique comprend l'activité des neuf mois allant du 1er avril au 31 décembre 1966.

Alberta Investment Fund. — Cette caisse fut créée le 1er juillet 1965 en vertu de l'*Alberta Investment Fund Act* (Statut de l'Alberta, 1965, c. 42) comme moyen d'attirer l'épargne des habitants de l'Alberta et d'autres personnes en vue de la formation du capital destiné à l'expansion industrielle et commerciale de l'Alberta. Son activité débuta le 15 février 1966.

GRAPHIQUE - I

ACTIF = PASSIF ET VALEUR NETTE, PAR GENRE,
1965⁽¹⁾ - 1966



RÉPARTITION PAR GROUPE D'ACTIVITÉS

TABLEAU 1. Actif, passif et valeur nette par groupe d'activités à la fin de l'exercice financier clos le plus près du 31 décembre, 1966¹

N°	Actif	Mines, carrières et puits de pétrole	Industries manufacturières	Transports, communications et autres services d'utilité publique				Total partiel: transports, communications et autres services d'utilité publique	Commerces de gros	Commerces de détail	Finances, assurances et immeubles	Services sociaux, commerciaux, industriels et personnels	Total
				Transports	Communications	Électricité	Autres						
milliers de dollars													
1	Encaisse et dépôts	745	353	8,163	5,625	105,060	285	119,133	627	24,149	20,661	—	165,668
2	Comptes à recevoir, déduction faite de la provision pour créances douteuses	28	1,444	8,264	18,466	134,930	449	162,109	49	5,149	2,482	—	171,261
3	Stocks	42	5,234	6,189	16,286	103,063	19	125,557	188	76,939	337	23	208,320
4	Intérêts, dividendes et loyers à recevoir:												
	iii) Des administrations publiques provinciales	—	—	—	—	—	—	—	—	—	7	—	7
	vii) Des autres	—	—	—	—	316	—	316	—	—	517	—	833
	Total partiel, poste 4	—	—	—	—	316	—	316	—	—	524	—	840
5	Revenus en cours:												
	1. Intérêts dus:												
	i) De l'administration publique fédérale	—	—	—	—	2,140	—	2,140	—	—	156	—	2,296
	iii) Des administrations publiques provinciales	—	—	33	631	1,804	3	2,471	—	—	2,382	—	4,853
	iv) Des entreprises publiques provinciales	—	—	—	—	—	—	—	—	—	341 ²	—	341
	v) Des administrations publiques municipales	—	—	—	—	—	—	—	—	—	9,501	—	9,501
	vii) Des autres	—	—	46	6	1,658	—	1,710	4	—	2,527	—	4,241
	Total partiel	—	—	79	637	5,602	3	6,321	4	—	14,907	—	21,232
	2. Autres revenus	—	—	—	—	26,233	6	26,239	—	—	1,655	—	27,894
	Total partiel, poste 5	—	—	79	637	31,835	9	32,560	4	—	16,562	—	49,126
6	Frais payés d'avance	3	61	359	1,814	1,191	4	3,368	—	301	179	—	3,912
7	Immobilisations	170	50,782	620,854	531,107	8,255,986	54,246	9,462,193	105	32,837	64,496 ³	—	9,610,583 ⁴
8	Prêts et avances à recevoir:												
	i) De l'administration publique fédérale	—	—	—	—	1,812	—	1,812	—	—	—	—	1,812
	iii) Des administrations publiques provinciales	—	460	225	—	4,964	—	5,189	—	—	79,022	—	84,671
	iv) Des entreprises publiques provinciales	—	—	—	—	1,600 ⁵	—	1,600	—	—	29,719 ⁶	—	31,319
	v) Des administrations publiques municipales	—	—	—	—	—	—	—	—	—	452,247 ⁷	—	452,247
	vii) Des autres	3	200	12	—	8,950	17	8,979	2,035	268	127,736	—	139,221
	Total partiel, poste 8	3	660	237	—	17,326	17	17,580	2,035	268	688,724	—	709,270
9	Valeurs en portefeuille ⁸	—	7	1,864	5,100	80,137	339	87,440	—	—	272,075	—	359,522
10	Hypothèques et contrats de vente	—	13	532	—	7,760	—	8,292	—	116	39,745	—	48,166
11	Fonds réservés ⁹ :												
	1. Fonds d'amortissement	—	—	1,487	1,855	—	—	3,342	—	—	—	—	3,342
	2. Comptes de dépôt et de fiducie	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	3. Autres fonds	—	—	102,877	14,519 ¹⁰	452,272 ¹¹	121	569,789	—	18	29,607	—	599,414
	Total partiel, poste 11	—	—	104,364	16,374	452,272	121	573,131	—	18	29,607	—	602,756
12	Dépenses différées:												
	1. Primes de remboursement des obligations	—	—	3,799	5,303	100,198	—	109,300	—	—	7,732	—	117,032
	2. Autres frais	1,252	345	1,161	1,890	139,773 ¹²	—	142,824	—	365	107	—	144,893
	Total partiel, poste 12	1,252	345	4,960	7,193	239,971	—	252,124	—	365	7,839	—	261,925
13	Autres éléments d'actif:												
	1. Dus au titre de déficits	—	—	—	—	—	—	—	—	—	35	—	35
	2. Divers	—	—	14	6	18,984	—	19,004	—	—	1,642	—	20,646
	Total partiel, poste 13	—	—	14	6	18,984	—	19,004	—	—	1,677	—	20,681
14	Actif total	2,243	58,899	755,879	602,608	9,448,831	55,489	10,862,807	3,008	140,142	1,144,908	23	12,212,030

¹ L'actif, le passif et la valeur nette de la *New Brunswick Development Corporation* sont arrêtés au 31 mars 1968, les chiffres plus récents n'étant pas disponibles.

² Comporte les transactions entre les entreprises publiques provinciales mères et leurs filiales.

³ Y compris les biens matériels destinés à être vendus, soit 2,852.

⁴ Dépréciation totale déduite: mines, carrières et puits de pétrole, 31; industries manufacturières, 7,826; transports, 43,347; communications, 184,034; électricité, 1,695,299; autres services d'utilité publique, 404; commerce de gros, 44; commerce de détail, 49,095; finances, assurances et immeubles, 3,797; total, 1,983,877; par contre, sont compris des intérêts d'un montant inconnu, capitalisés pendant la construction d'immobilisations pour des entreprises de transport, de communications et d'autres services d'utilité publique.

⁵ Sur ce montant, 437,517 sont nantis par des obligations non négociables.

⁶ Voir au Tableau 4 l'analyse des valeurs en portefeuille détenues, par groupe d'activités.

⁷ Éliminé de l'actif et déduit du poste correspondant no 8 du passif.

⁸ Non compris les montants versés par les entreprises aux fonds d'amortissement de l'administration publique provinciale dont elles relèvent: communications, 37,809; électricité, 112,687; total, 150,496.

⁹ Sur ce total, le montant de 119,658 représente les frais non amortis de la normalisation des fréquences d'un service public d'électricité.

TABLEAU 1. Actif, passif et valeur nette par groupe d'activités à la fin de l'exercice financier clos le plus près du 31 décembre, 1966

N°	Passif et valeur nette	Mines, carrières et puits de pétrole	Industries manufacturières	Transports, communications et autres services d'utilité publique				Total partiel: transports, communications et autres services d'utilité publique	Commerces de gros	Commerces de détail	Finances, assurances et immeubles	Services, sociaux, commerciaux, industriels et personnels	Total
				Transports	Communications	Électricité	Autres						
milliers de dollars													
1	Comptes à payer	118	1,258	11,883	11,353	144,011	347	167,594	63	27,382	10,466	-	206,881
2	Emprunts, avances et billets à payer à court terme:												
	1. Emprunts et découverts de banque	-	3,287	4,475	-	76,562	14	81,051	-	1,000	1,390	-	86,728
	2. Autres emprunts et avances	-	-	6,500	-	102,607	197	109,304	-	-	417,313 ¹⁰	-	526,617
	3. Billets	-	-	-	-	166,065	-	166,065	-	-	-	-	166,065
	Total partiel, poste 2	-	3,287	10,975	-	345,234	211	356,420	-	1,000	418,703	-	779,410 ¹¹
3	Intérêts à payer:												
	(ii) Aux administrations publiques provinciales	-	-	-	-	-	-	-	-	-	5,308	-	5,308
	vii) Aux autres	-	-	-	-	-	-	-	-	-	177	-	177
	Total partiel, poste 3	-	-	-	-	-	-	-	-	-	5,485	-	5,485
4	Frais courus:												
	1. Intérêts dus:												
	i) A l'administration publique fédérale	-	-	-	-	1,053	-	1,053	-	-	-	-	1,053
	iii) Aux administrations publiques provinciales	-	-	8,225	1,776	16,545	-	26,546	-	-	854	-	27,400
	iv) Aux entreprises publiques provinciales	-	327 ¹²	-	-	-	-	-	-	-	-	-	327
	vii) Aux autres	-	-	4,461	5,530	80,104	-	90,095	-	-	2,916	-	93,011
	Total partiel	-	327	12,686	7,306	97,702	-	117,694	-	-	3,770	-	121,791
	2. Autres dépenses	-	42	1,126	-	42,068	-	43,194	-	203	365	-	43,804
	Total partiel, poste 4	-	369	13,812	7,306	139,770	-	160,888	-	203	4,135	-	165,595
5	Prêts et avances à long terme dus:												
	i) A l'administration publique fédérale	-	-	-	-	81,551	-	81,551	-	-	-	-	81,551
	iii) Aux administrations publiques provinciales	-	20,592	186,045	192,217	1,005,313	3,423	1,386,998	2,800	20,378	180,293	-	1,610,861
	iv) Aux entreprises publiques provinciales	-	28,108 ²	-	-	1,600 ³	-	1,600	-	-	947 ²	-	30,655
	vii) Aux autres	-	-	-	-	299	-	299	-	-	3,984	-	4,283 ¹³
	Total partiel, poste 5	-	48,700	186,045	192,217	1,088,763	3,423	1,470,448	2,600	20,378	185,224	-	1,727,350
6	Dettes à long terme:												
	1. Obligations, garanties ou non	-	-	347,963	293,596	5,583,285	2,954	6,227,798	-	-	473,507	-	6,701,305
	2. Hypothèques et contrats de vente	-	22	30,382	-	23,698	-	44,080	-	-	726	-	44,828
	3. Autre dette	-	-	3,000 ¹⁴	-	-	-	3,000	-	-	1,878 ¹³	-	4,878
	Total partiel, poste 6	-	22	371,345	293,596	5,606,983	2,954	6,274,878	-	-	476,111	-	6,751,011 ¹³
7	Produits reçus ou comptabilisés d'avance:												
	1. Produits reçus d'avance	-	-	574	2,436	-	1	3,011	-	-	11,671	-	14,682
	2. Autres	-	139	180	4,761	703	1	5,645	-	-	3,036	-	8,820
	Total partiel, poste 7	-	139	754	7,197	703	2	8,656	-	-	14,707	-	23,502
8	Comptes de dépôt et de fiducie	-	-	23	-	14,417	1	14,441	-	-	37	-	14,478
9	Réserves pour dettes anticipées	-	287	5,901	295	65,736	369	72,301	4	1,091	11,890	23	85,596
10	Autres éléments de passif	-	1,311 ¹⁴	5,521 ¹⁴	-	13,797 ¹⁴	-	19,318	-	1,469	225	-	22,323
11	Avoir des propriétaires (valeur nette):												
	1. Capital-actions:												
	iii) Administrations publiques provinciales	2,125	2,610	90,573	-	-	-	90,573	-	-	5,087	-	100,395
	iv) Entreprises publiques provinciales	-	25 ²	54 ²	-	100 ²	-	154	-	-	50 ³	-	229
	v) Administrations publiques municipales	-	-	-	-	-	-	-	-	-	16	-	16
	Total partiel	2,125	2,635	90,627	-	100	-	90,727	-	-	5,153	-	100,640
	2. Fonds de roulement net d'intérêts fourni par:												
	iii) Les administrations publiques provinciales	-	-	-	-	-	-	-	-	731	-	-	731
	3. Immobilisations transférées par:												
	iii) Les administrations publiques provinciales	-	-	-	-	-	27,962	27,962	-	-	-	-	27,962
	4. Autres avoirs détenus par:												
	iii) Les administrations publiques provinciales	-	3,153	41,176	-	7,103	20,707	68,986	-	-	421	-	72,580
	vi) Les entreprises publiques municipales	-	-	-	-	592,765 ¹⁵	-	592,765	-	-	-	-	592,765
	Total partiel	-	3,153	41,176	-	599,868	20,707	661,751	-	-	421	-	665,325
	5. Réserves:												
	1) Pour éventualités	-	45	-	504	237,681	-	238,185	25	2,500	785	-	241,540
	2) Pour expansion des installations	-	-	-	27,355	-	-	27,355	-	2,304	205	-	29,864
	3) Autres réserves	-	632	28,508	11,570	905,652	-	945,730	-	12,889	2,434	-	961,685
	Total partiel	-	677	28,508	39,429	1,143,333	-	1,211,270	25	17,693	3,424	-	1,233,089
	6. Bénéfices non répartis	-	-2,939	-10,691	51,215	286,116	-	326,153	316	70,195	8,927	-	402,652
	Total partiel, poste 11	2,125	3,526	149,620	90,644	2,029,417	48,182	2,317,863	341	88,619	17,925	-	2,430,399
12	Total du passif et de la valeur nette	2,243	58,899	755,879	602,608	9,448,831	53,489	10,862,807	3,008	140,142	1,144,908	23	12,212,030

¹⁰ Y compris les soldes d'épargne dus au public, soit 226,113.

¹¹ Y compris les montants suivants garantis par les administrations publiques provinciales: poste 2, industries manufacturières, 1,279; transports, 10,975; électricité, 340,994; autres services d'utilité publique, 197; finances, assurances et immeubles, 490; total, 353,935; poste 5, finances, assurances et immeuble, 3,984; poste 6, transports, 358,963; communications, 293,596; électricité, 5,579,703; autres services d'utilité publique, 2,954; finances, assurances et immeubles, 475,385; total, 6,702,601; total global, 7,060,520.

¹² Effets à payer.

¹³ Titres de placement remboursables sur demande.

¹⁴ Y compris retenues sur les paiements aux entrepreneurs: industries manufacturières, 1,297; transports, 5,521; électricité, 13,797; total, 20,615.

¹⁵ Représente la contribution des services municipaux d'électricité au remboursement de la dette des commissions hydro-électriques.

TABLEAU 2. Revenus et dépenses ordinaires, par groupe d'activités, exercice financier clos le plus près du 31 décembre, 1966¹

N°	Mines, carrières et puits de pétrole	Industries manufacturières	Transports, communications et autres services d'utilité publique				Total partiel: transports, communications et autres services d'utilité publique	Commerces de gros	Commerces de détail	Finances, assurances et immeubles	Services sociaux, commerciaux, industriels et personnels	Total	
			Transports ²	Communications	Électricité	Autres							
milliers de dollars													
Revenus													
1	Revenus provenant des ventes et des services de l'exploitation normale	-	13,158	73,703	124,132	1,012,009	896	1,210,740	76	977,670	26,559	496	2,228,699
2	Revenus de placements:												
	1. Intérêts reçus:												
	i) De l'administration publique fédérale	-	-	6	252	7,538	-	7,796	-	-	1,083	-	8,879
	ii) Des entreprises publiques fédérales	-	-	-	1	216	-	217	-	-	-	-	217
	iii) Des administrations publiques provinciales	-	-	1,549	2,049	16,303	18	19,919	-	-	8,429	-	28,348
	iv) Des entreprises publiques provinciales	-	-	604	254	1,634	-	2,492	-	-	2,315 ³	-	4,807
	v) Des administrations publiques municipales	-	-	9	-	-	-	9	-	-	24,785	-	24,794
	vii) Des autres	-	29	484	384	11,918	1	12,787	94	629	9,201	-	22,740
	Total partiel	-	29	2,652	2,940	37,609	19	43,220	94	629	45,813	-	89,785
	2. Autres revenus de placements	-	4	-	32	5,776	-	5,808	-	19	1,372	-	7,203
	Total partiel, poste 2	-	33	2,652	2,972	43,385	19	49,028	94	648	47,185	-	96,988
3	Revenus de location	-	6	90	-	2,611	12	2,713	12	85	3,004	-	5,820
4	Contributions des administrations publiques:												
	iii) Provinciales	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	1
5	Autres revenus ordinaires	-	55	1,741	74	711	2	2,528	-	998	126	-	3,707
6	Total des revenus ordinaires	-	13,252	78,186	127,178	1,058,716	929	1,265,009	182	979,401	76,875	496	2,335,215
Dépenses													
1	Coût des biens et services vendus au cours de l'exploitation normale:												
	1. Salaires et traitements	-	2,736	31,506	58,642	186,567	265	276,980	64	51,965	6,371	159	338,275
	2. Prélèvements nets sur les stocks (+) ou additions nettes (-) aux stocks	-	- 594	224	561	- 23,465	15	- 22,665	- 169	- 910	- 66	1	- 24,403
	3. Autres achats de biens et services	-	9,597	20,715	10,048	294,852	467	328,082	205	598,839	27,857	314	962,894
	Total partiel, poste 1	-	11,739	52,445	69,251	457,954	747	580,397	100	649,894 ⁴	34,162	474	1,276,766
2	Provision pour amortissement et remplacement	-	557	4,791	28,678	175,739	166	209,374	11	1,752	720	-	212,414
3	Intérêts sur dette dus:												
	i) A l'administration publique fédérale	-	-	-	-	1,342	-	1,342	-	-	-	-	1,342
	iii) Aux administrations publiques provinciales	-	-	6,026	9,846	44,762	75	60,709	-	-	6,250	-	66,959
	vii) Aux autres	-	6	14,778	11,203	220,370	170	248,521	-	11	26,725	-	273,263
	Total partiel, poste 3	-	6	20,804	21,049 ⁵	266,474 ⁵	245	308,572	-	11	32,975	-	341,564
4	Autres dépenses ordinaires	-	-	368	1,515	30,004	28	31,913	14	315	2,476	-	34,718
5	Total des dépenses ordinaires	-	12,302	78,408	120,493	930,171	1,184	1,130,256	125	651,972	70,333	474	1,865,462
6	Bénéfice (+) ou perte (-) nets	-	950	- 222	6,685	128,545	- 255	134,753	57	327,429	6,542	22	469,753

¹ Comprend les transactions des entreprises suivantes pour une période inférieure à douze mois: Seaboard Power Corporation Limited, du 1er janvier au 30 novembre; Caisse de dépôt et placement du Québec, du 20 janvier au 31 décembre; Alberta Government Telephones Commission, du 1er avril au 31 décembre. Les transactions de la New Brunswick Development Corporation sont arrêtées au 31 mars 1966, les données plus récentes n'étant pas disponibles.

² Comporte les transactions entre les entreprises publiques mères et leurs filiales.

³ Voir également le poste 6 du Tableau 3 au sujet des contributions des administrations publiques portées au crédit du compte des bénéfices non répartis.

⁴ Y compris les dépenses en immobilisations de 3,678 prélevées sur les recettes d'exploitation des régions provinciales des alcools.

⁵ Non compris l'intérêt capitalisé pendant la construction d'immobilisations: communications, 364; électricité, 57,773; total, 58,137.

TABLEAU 3. Opérations nettes au compte des bénéfices non répartis, par groupe d'activités, exercice financier clos le plus près du 31 décembre, 1966¹

N°		Mines, carrières et puits de pétrole	Industries manufacturières	Transports, communications et autres services d'utilité publique				Total partiel: transports, communications et autres services d'utilité publique	Commerces de gros	Commerces de détail	Finances, assurances et immeubles	Services sociaux, commerciaux, industriels et personnels	Total
				Transports ¹	Communications	Électricité	Autres						
milliers de dollars													
1	Solde au début de l'année	-	- 3,443	- 7,301	54,399	209,698 ²	- 349	256,447	288	63,210	6,020 ²	-	322,522
2	Bénéfice net, ou perte nette de l'année	-	950	- 222	6,685	128,545	- 255	134,753	57	327,429	6,542	-	469,753 ³
3	Bénéfice net, ou perte nette provenant de la vente ou de la mise hors service des immobilisations	-	20	- 98	1	3,831	5	3,739	- 1	-	280	-	4,038
4	Prélèvements nets sur les réserves (+) ou dotations nettes aux réserves (-)	-	- 260	- 2,934	- 5,892	- 86,510	- 13	- 95,349	-	10	- 869	-	- 96,468
5	Autres rajustements (montants nets)	-	1,016	- 375	45	5,571	125	5,276	- 24	62,984 ⁴	303	-	69,555
6	Contributions des administrations publiques fédérale, provinciales et municipales:	-	-	-	-	23,780	-	23,780	-	176	2,000	-	25,956 ⁵
	i) Administration publique fédérale	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	ii) Administrations publiques provinciales	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
7	Distribution des bénéfices:	-	-	861	-	2,798	-	3,659	-	-	1,179	-	4,838 ⁶
	1. Dividendes payés:	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	iii) Administrations publiques provinciales	-	-	-	- 3,933	-	-	- 3,933	-	-	-	-	- 3,933
	iv) Entreprises publiques provinciales	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	vi) Other	-	-	-	142 ⁷	-	-	142	-	-	-	-	142
	2. Autres paiements faits:	-	-	-	-	-	-	-	-	-	68	-	68
	iii) Administrations publiques provinciales	-	- 1,222	- 480	-	86	-	566	- 4	- 383,594	- 6,460	- 22	- 391,868
	vii) Autres	-	-	-	-	- 1,511	-	- 1,511	-	-	-	-	- 1,511
	Total partiel, poste 7	-	- 1,222	- 622	- 3,933	- 1,597	-	- 6,152	- 4	- 383,594	- 6,528	- 22	- 397,522
8	Additions nettes (+) ou déductions (-)	-	504	- 3,390	- 3,184	76,418	- 138	69,706	28	6,985	2,907	-	80,130
9	Solde en fin d'année	-	- 2,939	- 10,691	51,215	286,116	- 487	326,153	316	70,195	8,927	-	402,652

¹ Comprend les transactions des entreprises suivantes pour une période inférieure à douze mois: Seaboard Power Corporation Limited, du 1er janvier au 30 novembre; Caisse de dépôt et placement du Québec, du 20 janvier au 31 décembre; Alberta Government Telephones Commission, du 1er avril au 31 décembre. Les transactions de la New Brunswick Development Corporation sont arrêtées au 31 mars 1966, les données plus récentes n'étant pas disponibles.

² Les chiffres diffèrent de ceux qui ont été publiés antérieurement du fait qu'on a ajouté les subventions pour la construction, autrefois déduites des immobilisations et que, dans l'un des cas, on a utilisé les chiffres de 1965.

³ Voir le poste 6, dépenses, du Tableau 2.

⁴ Comprend les droits de permis, amendes et confiscations (nets des frais d'exécution et d'autres redressements) perçus par les régies des alcools au nom des provinces et compris également dans le poste 7.2 ci-dessous (autres paiements faits).

⁵ Y compris les subventions accordées par l'Office d'expansion économique de la région atlantique, 25,540.

⁶ Y compris les subventions pour l'électrification rurale, 608, ou destinées à combler les déficits de l'année 1966 et des années antérieures, 4,230.

⁷ Comprend les transactions entre les entreprises publiques mères et leurs filiales.

TABLEAU 4. Analyse des valeurs en portefeuille, y compris celles des fonds réservés, par groupe d'activités, à la fin de l'exercice financier clos le plus près du 31 décembre, 1966 (postes 9 et 11 de l'actif)¹

N°		Mines, carrières et puits de pétrole	Industries manufacturières	Transports, communications et autres services d'utilité publique				Commerces de détail	Finances, assurances et immeubles	Total	
				Transports	Communications	Électricité	Autres				
milliers de dollars											
1	Obligations émises ou garanties par l'administration publique fédérale:	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
	Poste 9 de l'actif	-	-	140	-	18,465	25	18,630	-	26,951	
	Poste 11 de l'actif	-	-	1,217	4,868	152,048	-	158,133	-	522	
	Total partiel	-	-	1,357	4,868	170,513	25	176,763	-	27,473	
2	Bons du Trésor des administrations publiques provinciales ou municipales:	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
	Poste 9 de l'actif	-	-	-	5,100	35,000	-	40,100	-	40,100	
	Poste 11 de l'actif	-	-	-	1,000	-	-	1,000	-	1,000	
	Total partiel	-	-	-	6,100	35,000	-	41,100	-	41,100	
3	Obligations émises ou garanties par les administrations publiques provinciales et municipales:	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
	Poste 9 de l'actif	-	-	868	-	8,020	314	9,202	-	208,214	
	Poste 11 de l'actif	-	-	90,492	9,735	269,305 ²	78	369,610	18	20,591	
	Total partiel	-	-	91,360	9,735	277,325	392	378,812	18	228,805	
4	Billets de sociétés constituées au Canada et d'institutions:	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
	Poste 9 de l'actif	-	-	-	-	12,180	-	12,180	-	12,180	
	Poste 11 de l'actif	-	-	-	-	25,000	-	25,000	-	25,000	
	Total partiel	-	-	-	-	37,180	-	37,180	-	37,180	
5	Obligations de sociétés constituées au Canada et d'institutions:	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
	Poste 9 de l'actif	-	-	163	-	2,567	-	2,730	-	33,737	
	Poste 11 de l'actif	-	-	1,004	-	994	-	1,998	-	1,998	
	Total partiel	-	-	1,167	-	3,561	-	4,728	-	33,737	
6	Actions ordinaires et privilégiées de sociétés canadiennes:	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
	iv) Entreprises publiques provinciales:	-	-	692	-	-	-	692	-	91	
	vii) Autres:	-	-	7	1	3,905	-	3,906	-	3,082	
	Poste 9 de l'actif	-	-	7	693	3,905	-	4,598	-	3,173	
	Total partiel	-	-	7	693	3,905	-	4,598	-	3,173	
7	Ensemble des valeurs détenues:	-	-	7	1,864	5,100	80,137	339	87,440	-	272,075
	Poste 9 de l'actif	-	-	92,713	15,603	447,347	78	555,741	18	21,113	
	Poste 11 de l'actif	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
	Total général	-	-	7	94,577	20,703	527,484	417	643,181	18	293,188

¹ Les fonds réservés sont en outre composés des avoirs suivants:

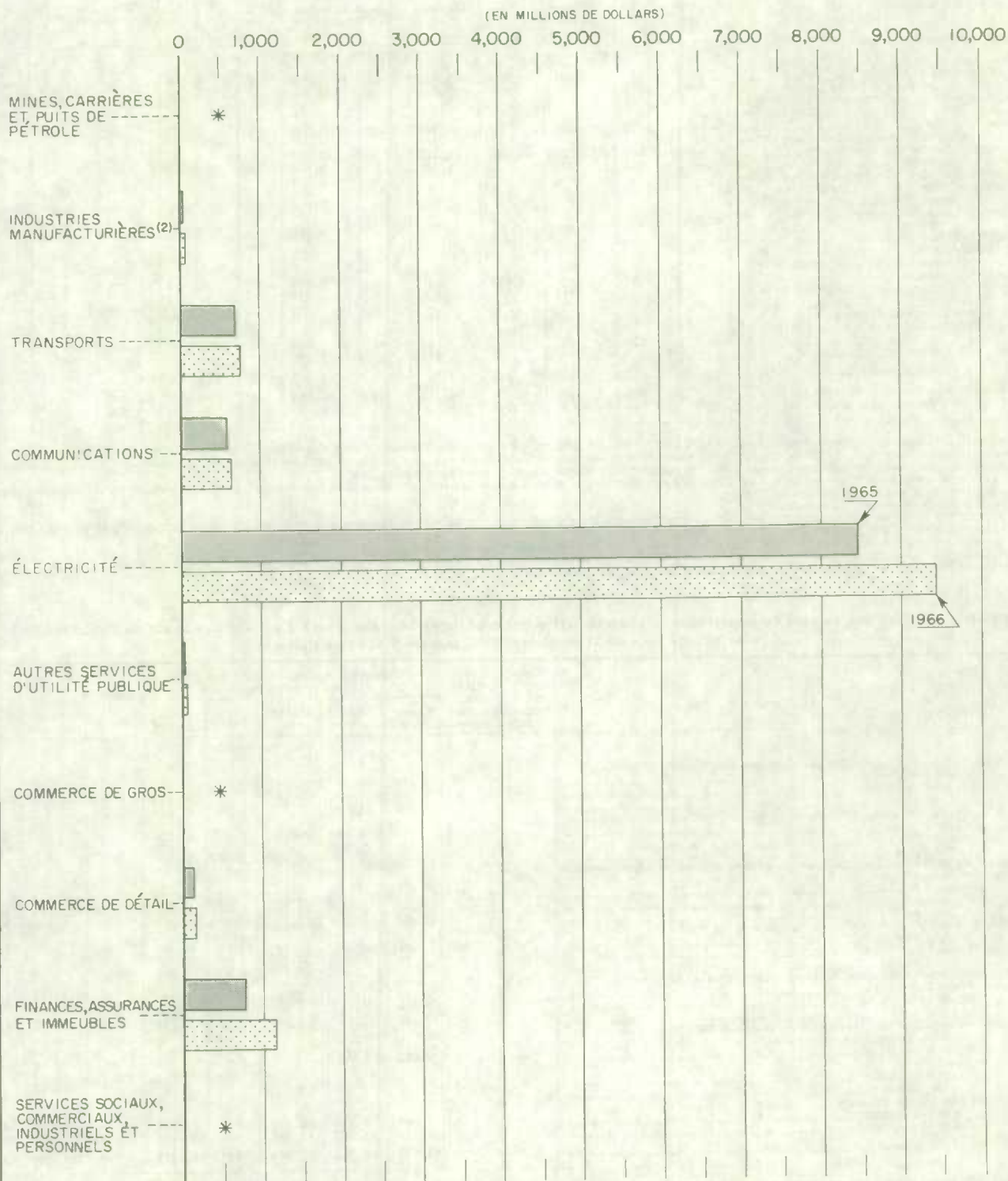
	Encaisse	Intérêt couru	Autres	Total
Transports	10,642	1,009	-	11,651
Communications	613	158	-	771
Électricité	4,732	193	-	4,925
Autres services d'utilité publique	43	-	-	43
Finances, assurances et immeubles	8,366	128	-	8,494
Total	24,396	1,488	-	25,884

² Y compris 60,000 en billets à court terme garantis par les administrations publiques provinciales.

³ Comprend les investissements des entreprises publiques mères dans les filiales.

GRAPHIQUE - 2

ACTIF = PASSIF ET VALEUR NETTE, PAR GROUPE D'ACTIVITÉS
1965⁽¹⁾ - 1966



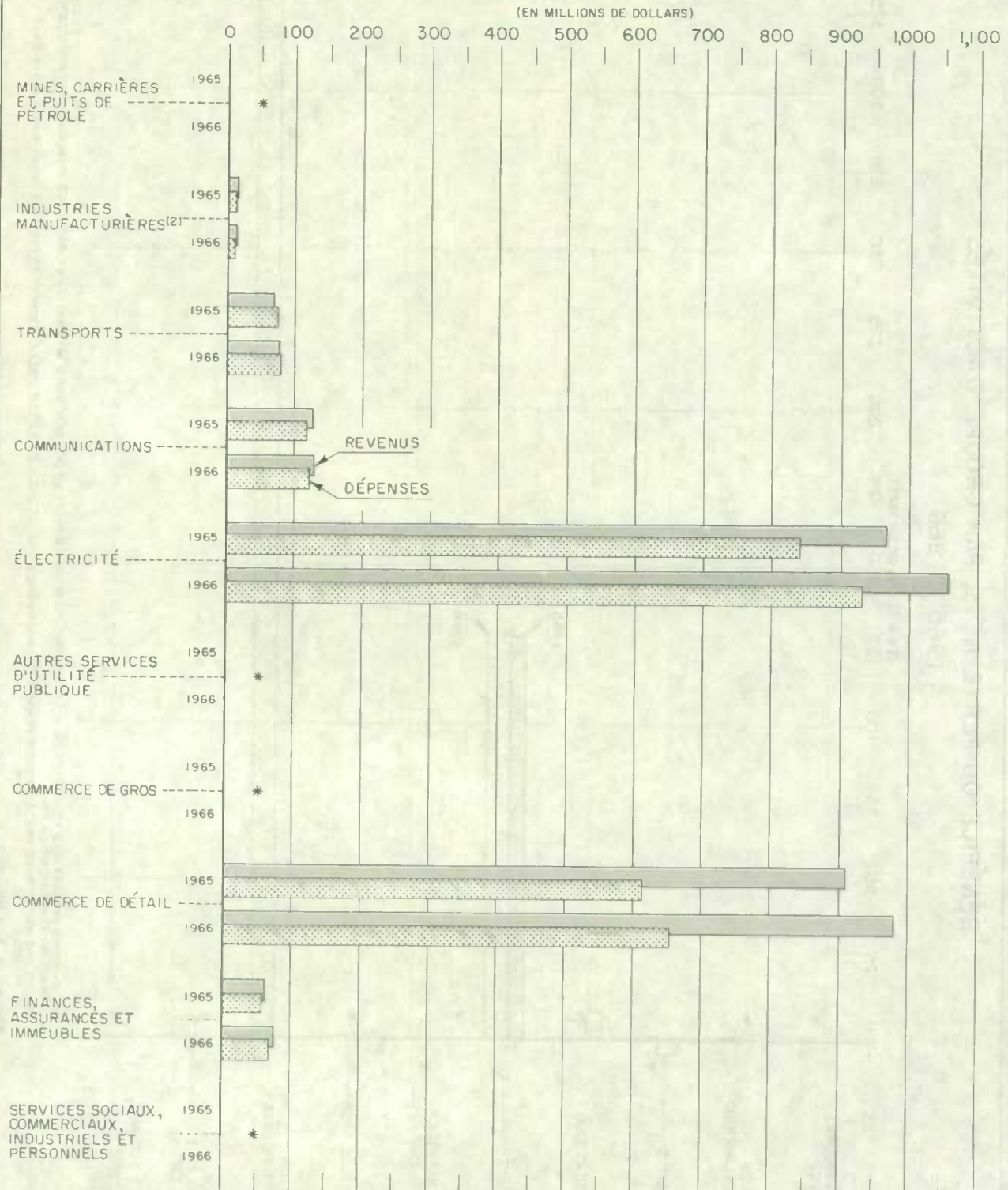
(1) LES CHIFFRES SERVANT À LA CONSTRUCTION DU GRAPHIQUE POUR 1965 DIFFÈRENT DES MONTANTS APPARAISSANT DANS LES PUBLICATIONS PRÉCÉDENTES - VOIR RENVOI AU TABLEAU DE LA PAGE

(2) INCLUS UNE ENTREPRISE PRÉCÉDEMMENT CLASSIFIÉE SOUS FORESTAGE ET UNE ENTREPRISE PRÉCÉDEMMENT CLASSIFIÉE SOUS MINES, CARRIÈRES ET PUIXS DE PÉTROLE

* MOINS DE \$10 MILLIONS

GRAPHIQUE - 3

REVENUS ET DÉPENSES, PAR GROUPE D'ACTIVÉS 1965⁽¹⁾ - 1966

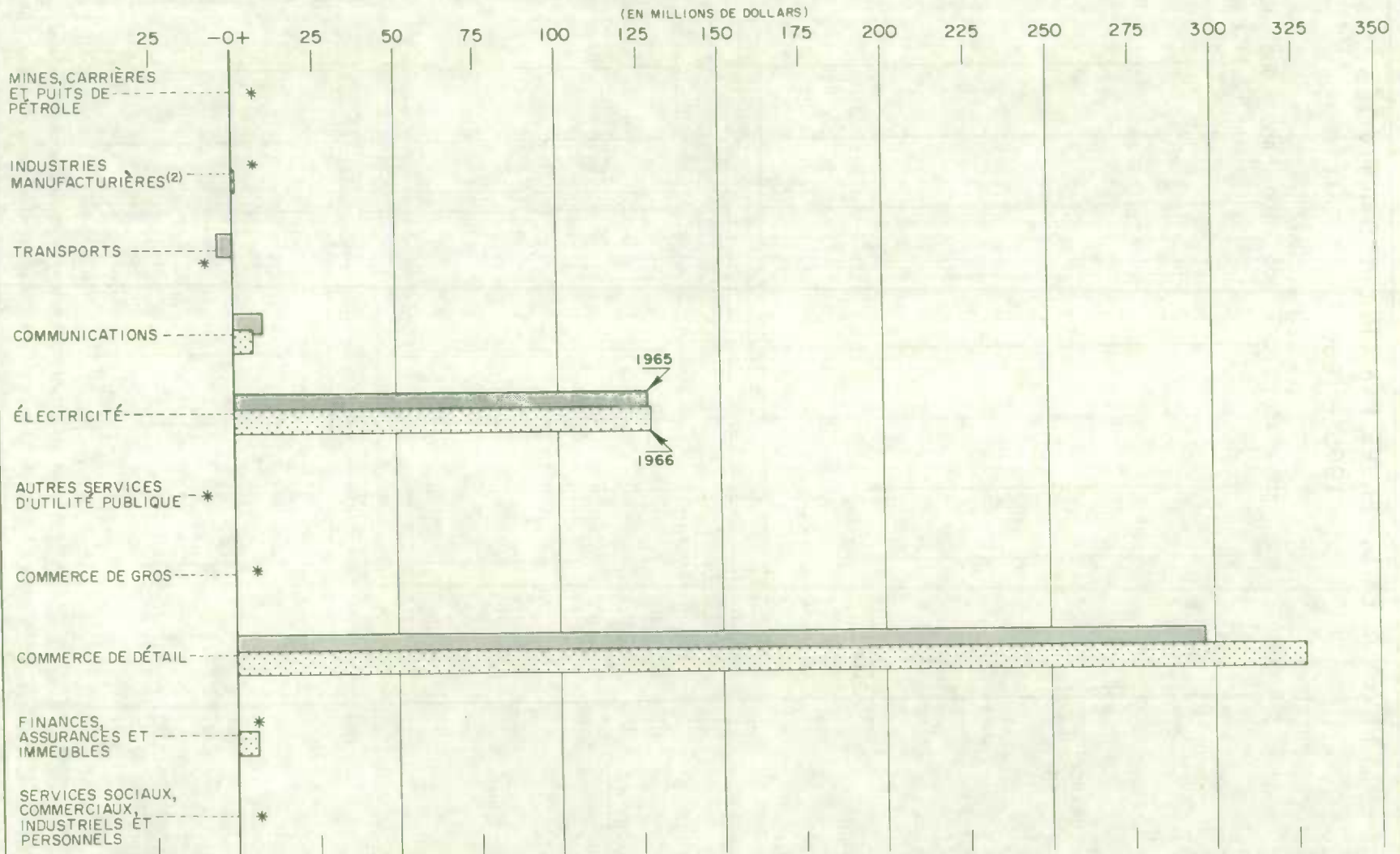


⁽¹⁾ LES CHIFFRES SERVANT À LA CONSTRUCTION DU GRAPHIQUE POUR 1965 DIFFÈRENT DES MONTANTS APPARAISSANT DANS LES PUBLICATIONS PRÉCÉDENTES - VOIR RENVOI AU TABLEAU DE LA PAGE

⁽²⁾ INCLUS UNE ENTREPRISE PRÉCÉDEMMENT CLASSIFIÉE SOUS FORESTAGE ET UNE ENTREPRISE PRÉCÉDEMMENT CLASSIFIÉE SOUS MINES, CARRIÈRES ET PUIXS DE PÉTROLE

* MOINS DE \$15 MILLIONS.

BÉNÉFICE OU PERTE NETS, PAR GROUPE D'ACTIVITÉS 1965⁽¹⁾ - 1966



(1) LES CHIFFRES SERVANT À LA CONSTRUCTION DU GRAPHIQUE POUR 1965 DIFFÈRENT DES MONTANTS APPARAISSANT DANS LES PUBLICATIONS PRÉCÉDENTES - VOIR RENVOI AU TABLEAU DE LA PAGE.

(2) INCLUS UNE ENTREPRISE PRÉCÉDEMMENT CLASSIFIÉE SOUS FORESTAGE ET UNE ENTREPRISE PRÉCÉDEMMENT CLASSIFIÉE SOUS MINES, CARRIÈRES ET PUIITS DE PÉTROLE.

* MOINS DE \$1 5 MILLIONS.

REPARTITION GEOGRAPHIQUE

TABLEAU 5. Actif, passif et valeur nette, par province, à la fin de l'exercice financier clos le plus près du 31 décembre, 1966¹

No.	Actif	Terre-Neuve	Ile-du-Prince-Édouard	Nouvelle-Écosse	Nouveau-Brunswick	Québec	Ontario	Manitoba	Saskatchewan	Alberta	Colombie-Britannique	Yukon	Territoires du Nord-Ouest	Total
milliers de dollars														
1	Encaisse et dépôts	12,080	173	1,242	4,236	6,112	60,857	1,350	12,177	20,482	46,842	117	—	165,668
2	Comptes à recevoir, déduction faite de la provision pour créances douteuses	1,775	12	3,170	5,628	42,973	57,259	11,809	16,064	9,746	22,822	3	—	171,261
3	Stocks	2,197	580	4,990	6,121	43,974	80,278	12,354	17,499	16,692	22,806	440	389	208,320
4	Intérêts, dividendes et loyers à recevoir:													
	iii) Des administrations publiques provinciales	—	—	—	—	—	6	—	1	—	—	—	—	7
	vii) Des autres	—	—	—	—	—	7	1	19	490	316	—	—	833
	Total partiel, poste 4	—	—	—	—	—	13	1	20	490	316	—	—	840
5	Revenus en cours:													
	1. Intérêts dus:													
	i) De l'administration publique fédérale	—	—	—	—	156	2,140	—	—	—	—	—	—	2,296
	iii) Des administrations publiques provinciales	—	—	33	—	2,138	836	1,599	238	9	—	—	—	4,853
	iv) Des entreprises publiques provinciales	—	—	327	—	—	—	—	—	14	—	—	—	341
	v) Des administrations publiques municipales	—	—	—	—	—	—	—	9,501	—	—	—	—	9,501
	vii) Des autres	130	575	289	—	36	1,504	703	161	797	46	—	—	4,241
	Total partiel	130	575	649	—	2,330	4,480	2,302	399	10,321	46	—	—	21,232
	2. Autres revenus	—	—	—	—	19,226	—	1,538	1,655	—	5,475	—	—	27,894
	Total partiel, poste 5	130	575	649	—	21,556	4,480	3,840	2,054	10,321	5,521	—	—	49,126
6	Frais payés d'avance	62	24	98	311	3	332	525	832	1,147	578	—	—	3,914
7	Immobilisations	108,182	2,797	159,896	271,827	2,973,530	2,746,980	596,981	644,798	297,192	1,808,400	—	—	9,610,580
8	Prêts et avances à recevoir:													
	i) De l'administration publique fédérale	1,812	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1,812
	iii) Des administrations publiques provinciales	—	—	—	4,934	—	78,938	—	799	—	—	—	—	84,671
	iv) Des entreprises publiques provinciales	—	—	31,319	—	—	—	—	—	—	—	—	—	31,319
	v) Des administrations publiques municipales	—	—	—	—	—	—	—	—	452,247*	—	—	—	452,247
	vii) Des autres	9	6,119	1,600	1,148	3	—	31,884	16,701	80,074	1,683	—	—	139,221
	Total partiel, poste 8	1,821	6,119	32,919	6,082	3	78,938	31,884	17,500	532,321	1,683	—	—	709,270
9	Valeurs en portefeuille ²	50	—	23,002	16	228,639	23,182	13,553	19,171	50,098	1,811	—	—	359,522
10	Hypothèques et contrats de vente	2,563	316	1,932	396	5,695	33	34,420	1,066	156	1,589	—	—	48,166
11	Fonds réservés ³ :													
	1. Fonds d'amortissement	—	—	1,487	—	—	—	—	—	1,855	—	—	—	3,342
	2. Comptes de dépôt et de fiduciaire	197	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	197
	3. Autres fonds	—	—	1,472	18,875	65,060	220,859	31,724	—	35,828	225,399	—	—	599,414
	Total partiel, poste 11	197	—	2,959	18,875	65,060	220,859	31,724	—	37,683	225,399	—	—	602,756
12	Dépenses différées:													
	1. Primes de remboursement des obligations	46	—	64	4,324	38,785	21,585	11,655	9,544	9,163	21,866	—	—	117,032
	2. Autres frais	587	—	449	62	4,351	133,293*	1,560	243	1,521	2,827	—	—	144,893
	Total partiel, poste 12	633	—	513	4,386	43,136	154,878	13,215	9,787	10,684	24,693	—	—	261,925
13	Autres éléments d'actif:													
	1. Dus au titre de déficits	—	35	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	35
	2. Divers	—	—	279	7,647	12,380	220	—	6	111	3	—	—	20,646
	Total partiel, poste 13	—	35	279	7,647	12,380	220	—	6	111	3	—	—	20,681
14	Actif total	129,696	10,631	231,649	325,525	3,443,061	3,428,309	751,656	740,974	987,123	2,162,463	560	389	12,212,030

¹ L'actif, le passif et la valeur nette de la New Brunswick Development Corporation sont arrêtés au 31 mars 1966, des données plus récentes n'étant pas disponibles.

² Comporte les transactions entre les entreprises publiques provinciales mères et leurs filiales.

³ Dépréciation totale aduée: T.-N., 1,851; I. P.-É., 17; N.-É., 44,504; N.-B., 49,689; Qué., 632,873; Ont., 562,202; Man., 183,683; Sask., 160,273; Alb., 66,046; C.-B., 282,139; total, 1,963,877, y compris les valeurs suivantes de biens matériels détenus en vue de la vente: 1,689 à T.-N., 7 au Man., 1,089 en Sask., et 67 en Alb., ainsi que des intérêts d'un montant indéterminé, capitalisés pendant la construction d'immobilisations d'entreprises de transports, de communications et d'autres services d'utilité publique.

* Sur ce montant, 437,517 sont nantis par des obligations non négociables.

† Voir Tableau 8 l'analyse des investissements par province.

‡ Éliminé de l'actif et déduit du poste correspondant n° 8 du passif.

§ Non compris les montants versés par les entreprises aux fonds d'amortissement de la province à laquelle elles appartiennent: Man., 17,667; Sask., 132,820; total, 150,486.

¶ Sur ce montant, 119,658 représentent les frais non amortis de la normalisation des fréquences entreprises par la Commission Hydro-électrique de l'Ontario.

TABLEAU 3. Actif, passif et valeur nette, par province, à la fin de l'exercice financier clos le plus près du 31 décembre, 1966

N°	Passif et valeur nette	Terre-Neuve	Île-du-Prince-Édouard	Nouvelle-Écosse	Nouveau-Brunswick	Québec	Ontario	Manitoba	Saskatchewan	Alberta	Colombie-Britannique	Yukon	Territoires du Nord-Ouest	Total
1	Comptes à payer	11,619	57	4,501	9,327	32,493	35,768	8,098	15,143	10,302	79,534	39	-	206,881
2	Emprunts, avances et billets à payer à court terme:													
	1. Emprunts et découverts de banque	3,179	28	11,226	-	69,775	318	836	380	986	-	-	-	86,728
	2. Autres emprunts et avances	7	-	-	-	178,370	190,384 ⁹	-	-	157,856 ⁹	-	-	-	526,617
	3. Billets	-	-	-	-	161,832	-	4,233	-	-	-	-	-	166,065
	Total partiel, poste 2	3,186	28	11,226	-	409,977	190,702	5,069	380	158,842	-	-	-	779,410 ¹⁰
3	Intérêts à payer:													
	iii) Aux administrations publiques provinciales	-	-	-	-	4,917	-	-	-	391	-	-	-	5,308
	vii) Aux autres	-	-	177	-	-	-	-	-	-	-	-	-	177
	Total partiel, poste 3	-	-	177	-	4,917	-	-	-	391	-	-	-	5,485
4	Frais courus:													
	1. Intérêts dus:													
	i) A l'administration publique fédérale	507	-	546	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1,053
	iii) Aux administrations publiques provinciales	-	253	1,922	604	8,225	4,693	695	10,345	650	13	-	-	27,400
	iv) Aux entreprises publiques provinciales	-	-	327 ⁷	-	-	-	-	-	-	-	-	-	327
	vii) Aux autres	296	-	134	2,721	29,957	28,538	6,058	804	6,880	17,623	-	-	93,011
	Total partiel	803	253	2,929	3,325	38,182	33,231	6,753	11,149	7,530	17,636	-	-	121,791
	2. Autres dépenses	-	-	195	467	29,537	11,401	72	1,076	-	1,056	-	-	43,804
	Total partiel, poste 4	803	253	3,124	3,792	67,719	44,632	6,825	12,225	7,530	18,692	-	-	165,595
5	Prêts et avances à long terme dus:													
	i) A l'administration publique fédérale	17,724	-	20,657	35,915	-	7,255	-	-	-	-	-	-	81,551
	iii) Aux administrations publiques provinciales	6,782	7,034	131,764	71,819	175,704	465,605	152,827	507,203	74,870	16,732	521	-	1,610,861
	iv) Aux entreprises publiques provinciales	-	-	30,655 ²	-	-	-	-	-	-	-	-	-	30,655
	vii) Aux autres	2,513	1,471	-	-	-	-	-	299	-	-	-	-	4,283 ¹⁰
	Total partiel, poste 5	27,019	8,505	183,076	107,734	175,704	472,860	152,827	507,502	74,870	16,732	521	-	1,727,350
	Dette à long terme:													
	1. Obligations, garanties ou non	53,929	-	10,702	153,685	2,103,281	1,727,092	499,416	-	642,478	1,510,722	-	-	6,701,305
	2. Hypothèques et contrats de vente	-	726	-	-	20,351	-	-	23,751	-	-	-	-	44,828
	3. Autre dette	-	-	-	-	-	-	-	-	1,878 ¹¹	3,000 ¹²	-	-	4,878
	Total partiel, poste 6	53,929	726	10,702	153,685	2,123,632	1,727,092	499,416	23,751	644,356	1,513,722	-	-	6,751,011 ¹⁰
7	Produits reçus ou comptabilisés d'avance:													
	1. Produits reçus d'avance	-	1	210	-	-	455	782	11,284	1,950	-	-	-	14,682
	2. Autres	191	-	170	-	-	275	179	89	7,739	177	-	-	8,820
	Total partiel, poste 7	191	1	380	-	-	730	961	11,373	9,689	177	-	-	23,502
8	Comptes de dépôt et de fiducie	-	-	120	156	7,836	3,660	37	2,650	1	18	-	-	14,478
9	Réserves pour dettes anticipées	-	5	23	1,610	56,212	8,151	185	12,770	1,040	5,600	-	-	85,596
10	Autres éléments de passif	871	742	1,297	5,409	5,521	3,916	1,818	2,721	28	-	-	-	22,323 ¹³
11	Avoir des propriétaires (valeur nette):													
	1. Capital-actions:													
	iii) Administrations publiques provinciales	1,198	45	34	-	2,125	-	5,000	1,390	30	90,573	-	-	100,395
	iv) Entreprises publiques provinciales	50 ²	-	125 ²	-	-	54 ²	-	-	-	-	-	-	229
	v) Administrations publiques municipales	-	-	-	-	-	-	-	-	16	-	-	-	16
	Total partiel	1,248	45	159	-	2,125	54	5,000	1,390	46	90,573	-	-	100,640
	2. Fonds de roulement net d'intérêts fourni par:													
	iii) Les administrations publiques provinciales	731	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	731
	3. Immobilisation transférées par:													
	iii) Les administrations publiques provinciales	-	-	-	-	-	-	-	-	27,962	-	-	-	27,962
	4. Autres avoirs détenus par:													
	iii) Les administrations publiques provinciales	7,103	421	-	-	3,153	20,707	-	-	-	41,176	-	-	72,560
	iv) Les entreprises publiques municipales	-	-	-	-	-	592,765 ¹⁴	-	-	-	-	-	-	592,765
	Total partiel	7,103	421	-	-	3,153	613,472	-	-	-	41,176	-	-	665,325
	5. Réserves:													
	1) Pour éventualités	-	-	200	8,428	210,181	500	19,376	2,855	-	-	-	-	241,540
	2) Pour expansion des installations	-	-	205	-	-	-	1,730	26,074	1,855	-	-	-	29,864
	3) Autres réserves	163	-	5,016	8,430	363,961	155,149	19,583	1,621	19,491	388,251	-	-	961,685
	Total partiel	163	-	5,421	16,858	574,142	155,649	40,689	30,550	21,346	388,251	-	-	1,233,089
	6. Bénéfices non répartis	22,807	-	152	11,443	26,954	-	20,370	171,623	30,731	120,519	-	389	402,652
	Total partiel, poste 11	32,072	314	17,023	43,812	559,050	940,798	76,420	152,459	80,074	527,988	-	389	2,430,399
12	Total du passif et de la valeur nette	129,690	10,631	231,649	325,525	3,443,061	3,428,309	731,656	740,974	987,123	2,162,463	560	389	12,212,030

⁹ Y compris le solde de l'épargne privée: 81,284 en Ontario et 144,829 en Alberta.

¹⁰ Y compris les garanties suivantes des provinces: T.-N., 59,600; Î.-P.-E., 1,471; N.-É., 18,233; N.-B., 153,685; Qué., 2,333,373; Ont., 1,836,467; Man., 499,416; Alb., 746,353; C.-B., 1,513,722; total, 7,060,520.

¹¹ Titres de placement remboursables sur demande.

¹² Effets à payer.

¹³ Y compris 20,615 retenus sur des montants dus à des entrepreneurs.

¹⁴ Représente la contribution des services municipaux d'électricité au remboursement de la dette des commissions hydro-électriques.

TABLEAU 6. Revenus et dépenses ordinaires, par province, exercice financier clos le plus près du 31 décembre, 1966¹

N ^o	milliers de dollars												Total	
	Terre-Neuve	Île-du-Prince-Édouard	Nouvelle-Écosse	Nouveau-Brunswick	Québec	Ontario	Manitoba	Saskatchewan	Alberta	Colombie-Britannique	Yukon	Territoires du Nord-Ouest		
Revenus														
1	Revenus provenant des ventes et des services de l'exploitation normale	14, 618	6, 373	68, 561	73, 706	503, 749	655, 864	158, 613	218, 456	153, 437	369, 320	2, 882	3, 120	2, 228, 699
2	Revenus de placements:													
	1. Intérêts reçus:													
	i) De l'administration publique fédérale	-	-	-	-	329	7, 178	566	-	806	-	-	-	8, 879
	ii) Des entreprises publiques fédérales	-	-	-	-	-	176	40	-	1	-	-	-	217
	iii) Des administrations publiques provinciales	-	-	30	830	6, 349	6, 623	1, 534	6, 815	51	6, 116	-	-	28, 348
	iv) Des entreprises publiques provinciales	-	-	1, 293 ²	-	-	908	726	-	1, 276	604	-	-	4, 807
	v) Des administrations publiques municipales	-	-	9	-	391	-	-	-	24, 394	-	-	-	24, 794
	vii) Des autres	216	369	229	26	1, 176	5, 667	3, 335	1, 470	5, 074	5, 178	-	-	22, 740
	Total partiel	216	369	1, 561	856	8, 245	20, 552	6, 201	8, 285	31, 602	11, 898	-	-	89, 785
	2. Autres revenus de placements	-	-	-	54	1, 551	3, 381	16	4	1, 272	925	-	-	7, 203
	Total partiel, poste 2	216	369	1, 561	910	9, 796	23, 933	6, 217	8, 289	32, 874	12, 823	-	-	96, 988
3	Revenus de location	939	16	1, 479	7	2, 193	462	40	626	31	23	-	4	5, 820
4	Contributions des administrations publiques:													
	iii) Provinciales	-	-	-	-	-	-	-	1	-	-	-	-	1 ³
5	Autres revenus ordinaires	35	-	142	408	265	284	119	628	19	1, 803	-	4	3, 707
6	Total des revenus ordinaires	15, 808	6, 758	71, 743	75, 031	516, 003	680, 543	164, 989	228, 000	186, 361	383, 969	2, 882	3, 128	2, 335, 215
Dépenses														
1	Coût des biens et services vendus au cours de l'exploitation normale:													
	1. Salaires et traitements	2, 084	233	5, 574	8, 776	57, 920	101, 427	34, 092	33, 269	33, 625	60, 991	155	129	338, 275
	2. Prélèvements nets sur les stocks (+) ou additions nettes (-) aux stocks	238	8	- 639	- 919	- 4, 242	- 15, 735	1, 022	- 527	- 593	- 3, 010	- 4	- 2	- 24, 403
	3. Autres achats de biens et services	10, 140	4, 240	39, 803	37, 183	197, 479	273, 952	56, 032	96, 616	73, 675	170, 441	1, 717	1, 616	962, 894
	Total partiel, poste 1	12, 462	4, 481	44, 738	45, 040	251, 157	359, 644	91, 146	129, 358	106, 707	228, 422	1, 868	1, 743	1, 276, 766 ⁴
2	Provision pour amortissement et remplacement	327	7	3, 653	6, 813	54, 904	53, 516	20, 632	26, 280	12, 379	33, 903	-	-	212, 414
3	Intérêts sur dette:													
	i) A l'administration publique fédérale	26	-	332	984	-	-	-	-	-	-	-	-	1, 342
	iii) Aux administrations publiques provinciales	312	285	4, 290	1, 763	6, 026	16, 571	7, 492	27, 565	2, 352	303	-	-	66, 959
	viii) Aux autres	172	156	1, 336	5, 180	77, 423	79, 180	22, 388	1, 326	30, 177	55, 925	-	-	273, 263
	Total partiel, poste 3	510	441	5, 958	7, 927	83, 449	95, 751	29, 880	28, 891	32, 529	56, 228	-	-	341, 564 ⁵
4	Autres dépenses ordinaires	34	1	263	417	13, 846	11, 806	592	2, 729	3, 146	1, 884	-	-	34, 718
5	Total des dépenses ordinaires	13, 333	4, 930	54, 612	60, 197	403, 356	520, 717	142, 250	187, 258	154, 761	320, 437	1, 868	1, 743	1, 865, 462
6	Bénéfice (+) ou perte (-) nets	2, 475	1, 828	17, 131	14, 834	112, 647	159, 826	22, 739	40, 742	31, 600	63, 532	1, 014	1, 385	469, 753

¹ Comprend les transactions des entreprises suivantes pour une période inférieure à douze mois: Seaboard Power Corporation Limited, du 1er janvier au 30 novembre; Caisse de dépôt et placement du Québec, du 20 janvier au 31 décembre; Alberta Government Telephones Commission, du 1er avril au 31 décembre. Les transactions de la New Brunswick Development Corporation sont arrêtées au 31 mars 1966, des données plus récentes n'étant pas disponibles.

² Comporte les transactions entre les entreprises publiques provinciales mères et leurs filiales.

³ Voir également le poste 6 du Tableau 7 au sujet des apports des administrations publiques portés au crédit du compte des bénéfices non répartis.

⁴ Y compris les dépenses en immobilisations de 3,678 prélevées sur les revenus d'exploitation des régies provinciales des alcools.

⁵ Non compris l'intérêt capitalisé pendant la construction d'immobilisations: N.-É., 752; N.-B., 3,747; Qué., 31,169; Ont., 6,891; Man., 1,210; Sask., 1,792; Alb., 301; C.-B., 12,275; total, 58,137.

TABLEAU 7. Opérations nettes au compte des bénéfices non répartis, par province, exercice financier clos le plus près du 31 décembre, 1966¹

	Terre-Neuve	Île-du-Prince-Édouard	Nouvelle-Écosse	Nouveau-Brunswick	Québec	Ontario	Manitoba	Saskatchewan	Alberta	Colombie-Britannique	Yukon	Territoires du Nord-Ouest	Total
milliers de dollars													
1 Solde au début de l'année	9,706	-93	5,846	16,085 ²	-15,464	170,460	27,645	68,534	36,132	3,206	-	465	322,522
2 Bénéfice net ou perte nette de l'année	2,475	1,828	17,131	14,834	112,647	159,826	22,739	40,742	31,600	63,532	1,014	1,385	469,753 ³
3 Bénéfice net ou perte nette provenant de la vente ou de la mise hors service des immobilisations	187	-	4	-	3,832	-105	1	115	4	-	-	-	4,038
4 Prélèvements nets sur les réserves (+) ou dotations nettes aux réserves (-)	-	-	1,406	-1,910	-54,024	-55,415	-66	33,948	-3,005	-17,422	-	-	-96,488
5 Autres rajustements (montants nets)	5,866	105	129	-7	22,806	29,230	3,748	2,761	1,330	3,528	4	55	69,555
6 Contributions des administrations publiques fédérale, provinciales et municipales:													
i) Administration publique fédérale	14,980	-	500	10,476	-	-	-	-	-	-	-	-	25,956 ⁴
iii) Administrations publiques provinciales	2,190	34	1,145	-	-	1,469	-	-	-	-	-	-	4,838 ⁵
Total partiel, poste 6	17,170	34	1,645	10,476	-	1,469	-	-	-	-	-	-	30,794
7 Distribution des bénéfices:													
1. Dividendes payés:													
iii) Administrations publiques provinciales	-	-	-	-	-	-	-	-3,933	-	-	-	-	-3,933
iv) Entreprises publiques provinciales	-	-	-	-	-	-142 ⁶	-	-	-	-	-	-	-142
vii) Autres	-	-	-	-	-	-	-	-	-68	-	-	-	-68
2. Autres paiements faits:													
iii) Administrations publiques provinciales	-11,086	-2,026	-14,718	-12,524	-90,167	-133,700	-23,336	-21,648	-35,273	-44,856	-1,018	-1,516	-391,868 ⁷
vii) Autres	-1,511	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-1,511
Total partiel, poste 7	-12,597	-2,026	-14,718	-12,524	-90,167	-133,842	-23,336	-25,581	-35,341	-44,856	-1,018	-1,516	-397,522
8 Additions nettes (+) ou déductions nettes (-)	13,101	-59	5,597	10,869	-4,906	1,163	3,086	51,985	-5,412	4,782	-	76	80,130
9 Solde en fin d'année	22,807	-152	11,443	26,954	-20,370	171,623	30,731	120,519	30,720	7,988	-	389	402,652

¹ Comprend les transactions des entreprises suivantes pour une période inférieure à douze mois: Seaboard Power Corporation Limited, du 1er janvier au 30 novembre; Caisse de dépôt et placement du Québec, du 20 janvier au 31 décembre; Alberta Government Telephones Commission, du 1er avril au 31 décembre. Les transactions de la New Brunswick Development Corporation sont arrêtées au 31 mars 1966, des données plus récentes n'étant pas disponibles.

² Les chiffres diffèrent de ceux qui ont été publiés antérieurement du fait qu'on a ajouté les subventions pour la construction, autrefois déduites des immobilisations, et que, dans l'un des cas, on a utilisé les chiffres de 1965.

³ Voir le poste 6, dépenses, du Tableau 6.

⁴ Y compris les subventions accordées par l'Office d'expansion économique de la région atlantique, soit 25,540.

⁵ Y compris les apports en vue de l'électrification rurale (608) ou destinés à combler les déficits de l'année 1966 et des années antérieures (4,230).

⁶ Comprend les transactions entre les entreprises provinciales mères et leurs filiales.

⁷ Les revenus nets versés aux provinces comprennent (a) les bénéfices (poste 2) et (b) les autres revenus reçus par les régies des alcools au nom des administrations provinciales et diminués des dépenses d'exécution et des rajustements (poste 5), suivant le tableau ci-dessous:

	Droits de permis	Amendes et confiscations	Frais d'exécution de la loi et autres rajustements	Revenus nets provenant de la vente des alcools (autres que les bénéfices versés à l'administration publique provinciale)	Bénéfices provenant de la vente des alcools, et versés à l'administration publique provinciale	Montant total des versements
Terre-Neuve	4,704	32	1,130	5,866	5,134	11,000
Île-du-Prince-Édouard	46	-	-	46	1,980	2,026
Nouvelle-Écosse	220	67	-46	241	14,455	14,696
Nouveau-Brunswick	334	-	-	334	12,190	12,524
Québec	22,197	-	-515	21,682	63,568	85,250
Ontario	30,306	328	-1,407	29,227	104,473	133,700
Manitoba	3,299	-	97	3,396	19,937	23,333
Saskatchewan	131	1	21	111	19,274	19,385
Alberta	1,411	-	-	1,411	32,879	34,290
Colombie-Britannique	726	-	125	601	44,255	44,856
Yukon	4	-	-	4	1,014	1,018
Territoires du Nord-Ouest	55	-	-	55	1,461	1,516
Total	63,433	428	-887	62,974	320,620	383,594

TABEAU 8. Analyse des valeurs en portefeuille, y compris celles, de fonds réservés, par province, à la fin de l'exercice financier clos le plus près du 31 décembre, 1966 (postes 9 et 11 de l'actif)¹

N°		Terre-Neuve	Nouvelle-Écosse	Nouveau-Brunswick	Québec	Ontario	Manitoba	Saskatchewan	Alberta	Colombie-Britannique	Total
		milliers de dollars									
1	Obligations émises ou garanties par l'administration publique fédérale:										
	Poste 9 de l'actif	-	-	-	11,941	10,986	7,590	1,393	13,671	-	45,581
	Poste 11 de l'actif	-	175	125	-	148,420	4,988	-	2,167	2,780	158,655
	<i>Total partiel</i>	-	175	125	11,941	159,406	12,578	1,393	15,838	2,780	204,236
2	Bons du Trésor des administrations publiques provinciales ou municipales:										
	Poste 9 de l'actif	-	-	-	35,000	-	5,100	-	-	-	40,100
	Poste 11 de l'actif	-	-	-	-	-	1,000	-	-	-	1,000
	<i>Total partiel</i>	-	-	-	35,000	-	6,100	-	-	-	41,100
3	Obligations émises ou garanties par les administrations publiques provinciales et municipales:										
	Poste 9 de l'actif	-	929	-	166,425	5,535	863	13,332	28,664	1,668	217,416
	Poste 11 de l'actif	-	1,358	18,247	64,813	70,356	21,372	-	28,021	186,052 ²	390,219
	<i>Poste partiel</i>	-	2,287	18,247	231,238	75,891	22,235	13,332	56,685	187,720	607,635
4	Billets de sociétés constituées au Canada et d'institutions:										
	Poste 9 de l'actif	-	-	-	8,180	4,000	-	-	-	-	12,180
	Poste 11 de l'actif	-	-	-	-	-	-	-	-	25,000	25,000
	<i>Total partiel</i>	-	-	-	8,180	4,000	-	-	-	25,000	37,180
5	Obligations de sociétés constituées au Canada et d'institutions:										
	Poste 9 de l'actif	-	19,048	-	3,188	1,969	-	4,388	7,731	143	26,367
	Poste 11 de l'actif	-	1,004	-	-	994	-	-	-	-	1,998
	<i>Total partiel</i>	-	20,052	-	3,188	2,963	-	4,388	7,731	143	28,365
6	Actions ordinaires et privilégiées de sociétés canadiennes:										
	(iv) Entreprises publiques provinciales:										
	Poste 9 de l'actif	50	25	16	-	692	-	-	-	-	783 ³
	(vii) Autres:										
	Poste 9 de l'actif	-	3,000	-	3,905	-	-	58	32	-	6,995
	<i>Total partiel</i>	50	3,025	16	3,905	692	-	58	32	-	7,778
7	Ensemble des valeurs détenues:										
	Poste 9 de l'actif	50	23,002	16	228,639	23,182	13,553	19,171	50,098	1,811	359,522
	Poste 11 de l'actif	-	2,537	18,372	64,813	219,770	27,360	-	30,188	213,832	576,872
8	Total général	50	25,539	18,388	293,452	242,952	40,913	19,171	80,286	215,643	936,394

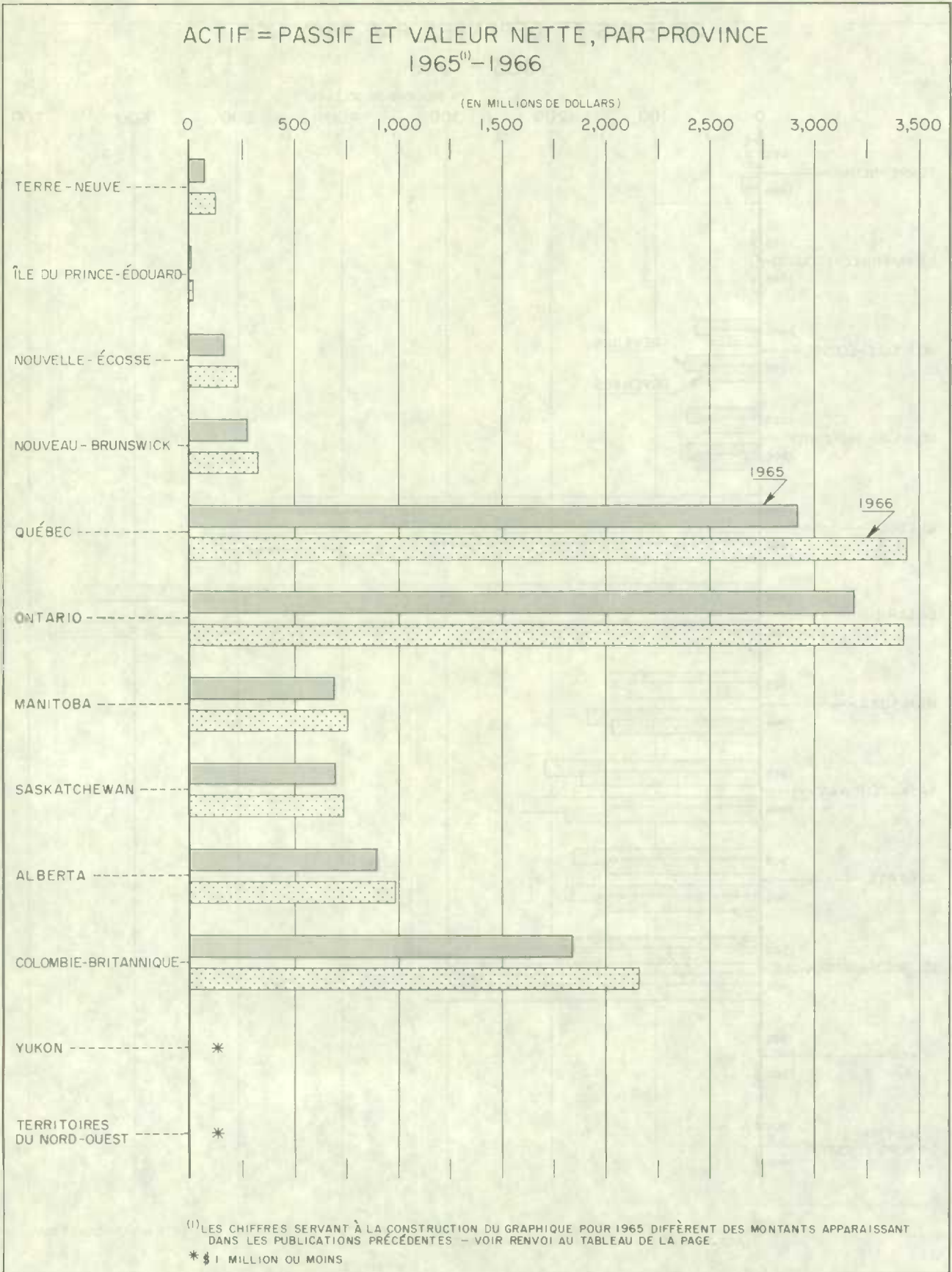
¹ Les fonds réservés comprennent en outre les avoirs suivants:

	Encaisse	Intérêt couru	Autres	Total
Terre-Neuve	197	-	-	197
Nouvelle-Écosse	422	-	-	422
Nouveau-Brunswick	503	-	-	503
Québec	1	246	-	247
Ontario	1,089	-	-	1,089
Manitoba	4,364	-	-	4,364
Alberta	7,209	286	-	7,495
Colombie-Britannique	10,611	956	-	11,567
Total	24,396	1,488	-	25,884

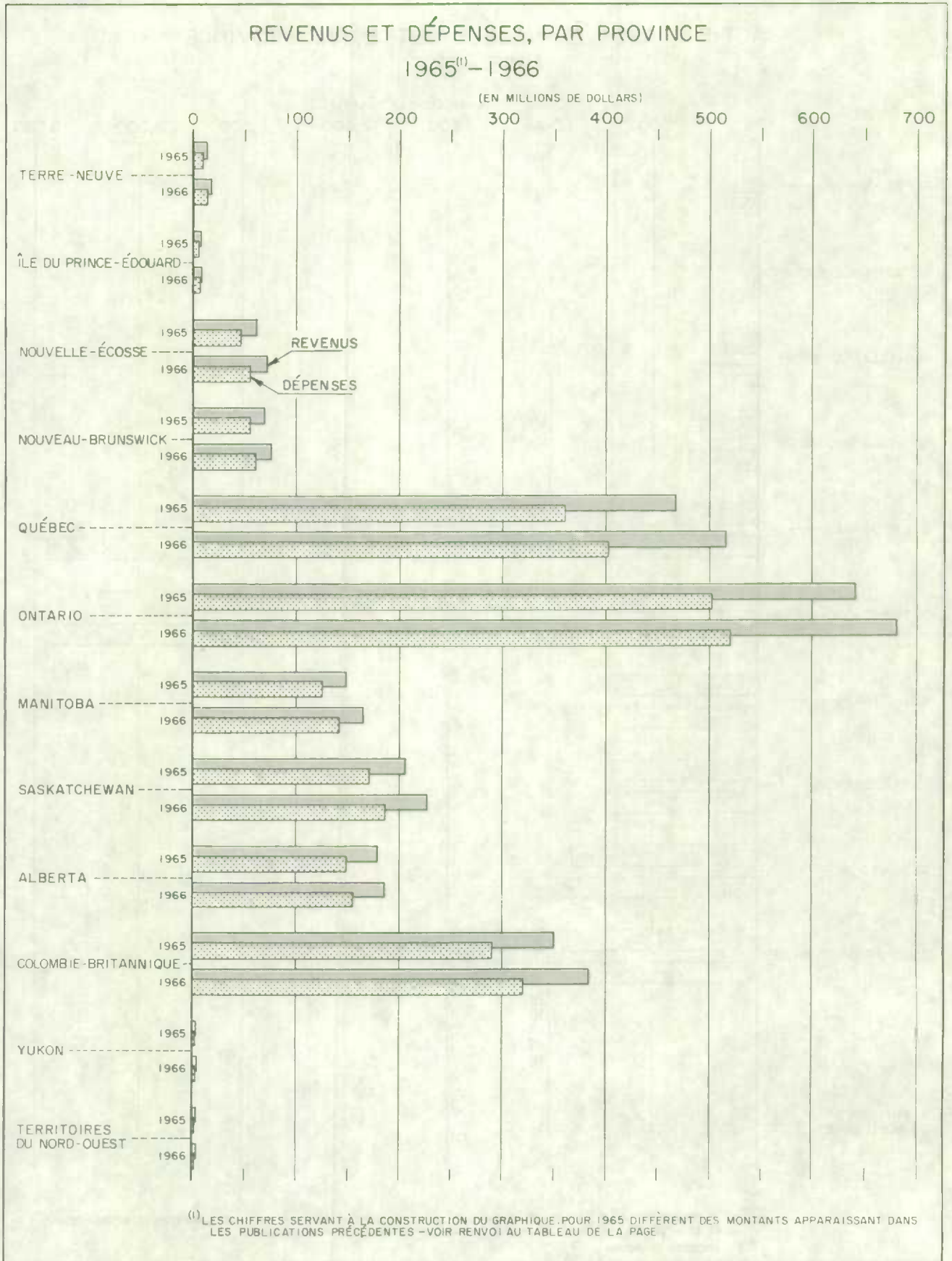
² Y compris les billets à court terme garantis par les administrations publiques provinciales, soit 60,000.

³ Comprend les investissements des entreprises publiques nées dans leurs filiales.

GRAPHIQUE - 5



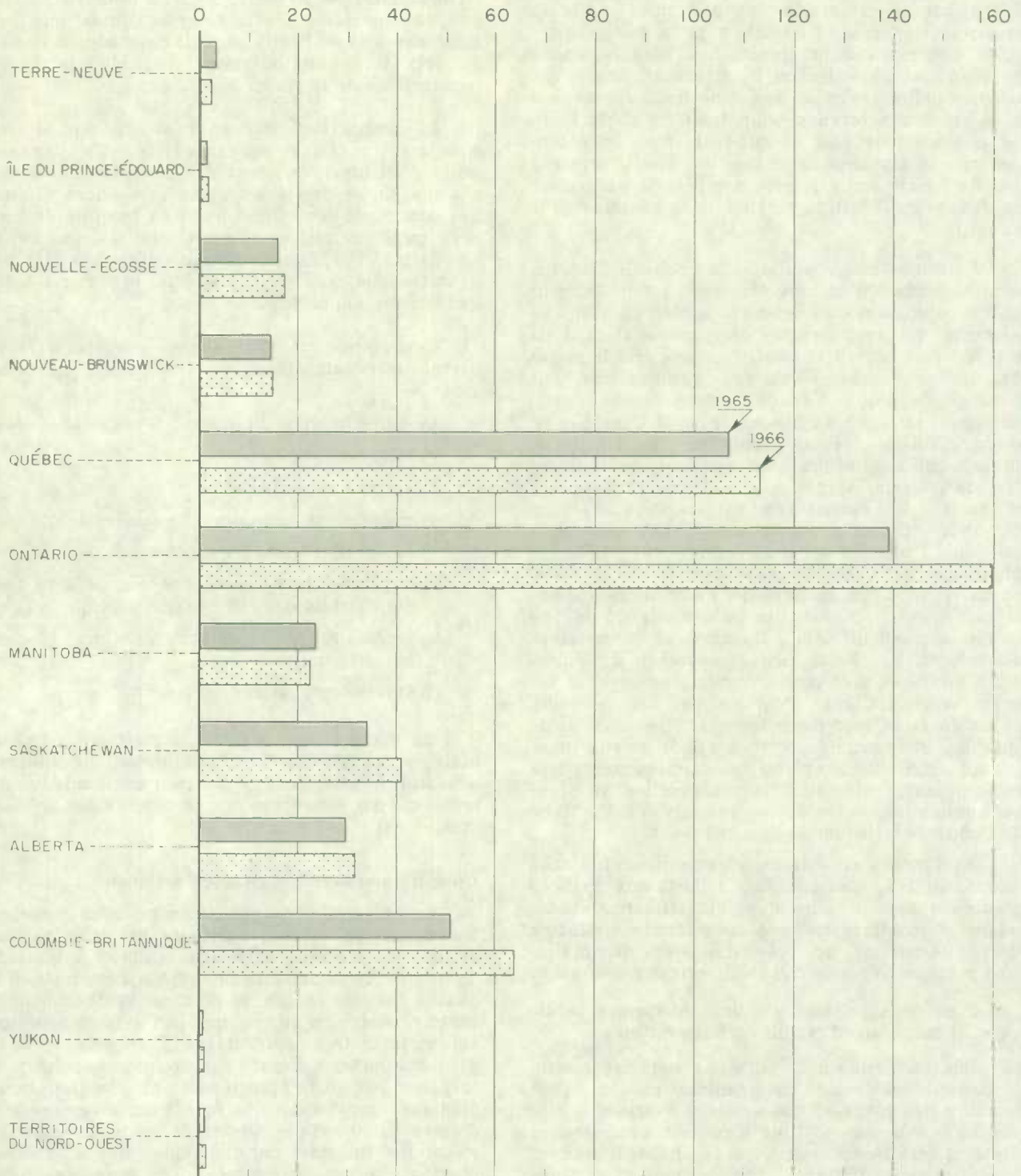
GRAPHIQUE-6



GRAPHIQUE - 7

BÉNÉFICE OU PERTE NETS, PAR PROVINCE 1965⁽¹⁾-1966

(EN MILLION DE DOLLARS)



(1) LES CHIFFRES SERVANT À LA CONSTRUCTION DU GRAPHIQUE POUR 1965 DIFFÈRENT DES MONTANTS APPARAISSANT DANS LES PUBLICATIONS PRÉCÉDENTES - VOIR RENVOI AU TABLEAU DE LA PAGE

NOTES EXPLICATIVES

Définition de l'entreprise publique

Les activités des administrations publiques modernes se répartissent en deux catégories. D'abord il y a les activités de nature générale telles que la protection des personnes et de la propriété, la santé, l'éducation et la voirie, activités communes à la plupart des administrations publiques et généralement financées au moyen des revenus ordinaires ou au moyen de fonds remboursables grâce aux revenus ordinaires. Le public paie un prix modique pour certains services de nature générale, mais dans la plupart des cas il n'existe pas de rapport entre le prix que paie le particulier et l'usage qu'il fait du service ou le bénéfice qu'il en retire.

Certaines autres activités des pouvoirs publics sont cependant d'un caractère tout à fait différent en ce qu'elles résultent en production de biens et services qui sont livrés à la consommation à un prix qui doit couvrir la totalité ou une grande partie des frais encourus et qui, dans certains cas, doit produire un profit. Ces entreprises revêtent ordinairement la forme d'une société de la Couronne ou d'un organisme spécial ayant des pouvoirs déterminés, sont assujetties à un certain contrôle financier du gouvernement et sont responsables envers le public. Le capital leur est fourni sous forme d'avances, de prêts ou par moyen d'actions souscrites par l'administration publique ou encore par emprunts qu'elles contractent directement de l'extérieur normalement avec garantie de l'administration publique. Dans la plupart des cas, l'activité de ces entreprises est de nature franchement commerciale ou industrielle. Elles font concurrence à l'entreprise privée et sont parfois exploitées sous un régime monopolistique. Pour ce qui est de leurs objectifs et de leur comportement, elles sont assimilables aux sociétés privées plutôt qu'aux organismes sans but lucratif ou aux établissements non commerciaux, catégories dans lesquelles se classent ordinairement les données relatives à l'activité de l'administration publique générale.

Afin qu'il y ait uniformité et comparabilité dans la refonte des renseignements relatifs aux finances publiques dans le cadre d'une classification économique et fonctionnelle, ces deux formes distinctes d'activité publique ont été divisées en "administration publique générale" et "entreprises publiques".

Pour dégager l'activité des entreprises publiques, il faut d'abord établir certains critères.

Une entreprise publique est considérée comme le moyen dont se sert un organisme politique pour produire des biens et des services destinés à être vendus sur le marché libre à un prix généralement établi de manière à en couvrir les frais. L'élément essentiel qui distingue une entreprise publique d'une administration publique générale est le prix que celle-là exige pour ses services suivant l'usage qui en est fait. Elle peut ainsi payer la plupart de ses frais de ses recettes sans avoir recours aux fonds publics.

Il y a exception cependant dans le cas d'un organisme central établi pour fournir des biens et des services principalement à l'autorité dont il dépend et aux autres administrations publiques; un tel organisme est assimilé à un fonds de roulement de l'administration générale, vu qu'il n'est que peu sujet aux jeux de l'offre et de la demande en raison de prix fixés arbitrairement. exemple, le fonds renouvelable de la production de défense.

La distinction entre un fonds spécial et une entreprise publique est très fine. En dernière analyse, il s'agit du choix que le particulier a, ou n'a pas, de se servir des biens et services offerts moyennant une retribution fixée en fonction de l'usage qu'il en fait. Si le particulier n'a pas cette alternative, l'organisme est considéré, aux fins de la statistique, comme fonds spécial et compris dans l'administration publique générale.

Les autres caractéristiques, en général facilement reconnaissables, de l'entreprise publique sont:

- 1) entité juridique distincte;
- 2) comptabilité séparée;
- 3) activité permanente;
- 4) engagement de capitaux considérables;
- 5) assujettissement à l'impôt sur le revenu;
- 6) employés qui ne sont pas soumis à la Loi sur l'emploi dans la fonction publique;
- 7) inventaire des matières premières et des produits finis;
- 8) provisions pour amortissement.

On n'a pas tenté d'isoler une activité commerciale accessoire à une administration publique générale, comme c'est le cas pour une fondation de recherche qui entreprend des recherches sur un plan commercial pour l'industrie.

Comparaison avec les comptes nationaux

La présente série sur les entreprises comprend les mêmes entreprises publiques provinciales que celles qui figurent dans les comptes nationaux. Toutefois, le montant incorporé aux comptes nationaux à titre de revenu de placements des administrations publiques ne concorde pas avec le bénéfice net ou la perte nette (Tableau 2, Dépenses, poste 6), parce qu'on a imputé aux comptes nationaux le loyer des bâtiments appartenant aux administrations publiques provinciales et que l'on a reconstitué, d'après l'année civile, les bénéfices réalisés durant l'exercice financier par les régies des alcools et plusieurs autres entreprises. Les montants représentant la provision pour amortissement (Tableau 2, Dépenses, poste 2) dans la série des entreprises se retrouvent dans l'agrégat des comptes nationaux appelé "provisions pour consommation de capital et réévaluations diverses".

APPENDICE

Classement des entreprises par groupe d'activités et par province

Les entreprises publiques provinciales ont été classées selon leurs principales activités au sein des principaux groupes d'industries figurant dans le Manuel de la classification type des industries (1960) (numéro de catalogue 12-501F) du Bureau fédéral de la statistique. La classification ne tient pas compte des activités secondaires des entreprises comme, par exemple, les réseaux de distribution de gaz exploités par les commissions d'énergie électrique et les services télégraphiques fournis par les chemins de fer.

La statistique financière des entreprises publiques provinciales est classée par groupe d'activités dans les tableaux 1 à 4 et par province dans les Tableaux 5 à 8. Associée à la statistique existante sur les revenus, les dépenses, l'actif et le passif des ministères et des fonds spéciaux des provinces, la présente statistique rendra possible une meilleure compréhension du rôle joué par chaque province dans le secteur public de l'économie.

Sources des données

Les données financières sont puisées dans les rapports annuels des entreprises et dans les comptes publics des administrations publiques provinciales. D'autres renseignements nous ont été fournis par des dirigeants de sociétés ou par des fonctionnaires provinciaux, dont la collaboration constitue pour nous une aide précieuse.

La série relative aux salaires et traitements versés aux employés des entreprises publiques provinciales est en grande partie fondée sur les données que la Division des administrations publiques a réunies et publiées dans le cahier *Provincial Government Employment*.

Classification et terminologie financières

On n'a pas tenté de séparer l'actif réalisable et le passif exigible à court terme de ceux qui le sont à long terme sauf s'ils tombaient dans ces catégories en raison de la présentation commerciale traditionnelle du bilan, où les postes sont énumérés plus ou moins selon leur degré de liquidité.

Les transactions des entreprises avec l'autorité dont elles dépendent ou les autres niveaux d'administration publique ont été réparties lorsque la situation l'exigeait, entre les sous-postes suivants:

- i) Administration publique fédérale
- ii) Entreprises publiques fédérales
- iii) Administrations publiques provinciales
- iv) Entreprises publiques provinciales
- v) Administrations publiques municipales
- vi) Entreprises publiques municipales

Les transactions avec les entreprises privées sont classées sous (vii) Autres.

Les transactions avec les filiales et entreprises affiliées sont indiquées dans les renvois. Une filiale est une société publique ou compagnie publique ou privée dont plus de la moitié du capital-actions émis appartient à une autre entreprise publique; si la moitié ou moins du capital-actions émis est détenu, la compagnie ou entreprise est affiliée.

Alors que certains termes et définitions proviennent des manuels de statistique financière des administrations publiques provinciales et municipales, notamment des dernières, il a fallu dans bien des cas expliquer la signification d'un terme pour en faire ressortir la signification particulière lorsqu'employé en rapport avec la statistique des entreprises publiques.

Pour faciliter la compréhension du rapport, voici certaines définitions ou explications des éléments de l'actif, du passif, des revenus et des dépenses.

ACTIF

Poste 1. Encaisse et dépôts. — Argent et autres moyens de paiements en caisse ou en dépôt dans une banque ou ailleurs où ils sont à la libre disposition de la direction en vue de déboursements de quelque nature que ce soit. Ce poste comprend également les dépôts à court terme et les dépôts chez le Receveur général du Canada et les trésoriers provinciaux.

Les fonds versés à une caisse créée à des fins spéciales figurent au poste 11: Fonds réservés.

Poste 2. Comptes à recevoir. — Créances résultant ordinairement de la vente de biens ou de services.

Lorsqu'elles sont indiquées séparément, les provisions pour créances douteuses ont été déduites des comptes à recevoir.

Poste 3. Stocks. — La valeur comptable des produits finis, des produits en cours et des matières premières en stock, en consignation ou en transit. Sont compris également les fournitures nécessaires à l'exploitation et l'outillage léger qui, dans certains cas, sont considérées comme frais payés d'avance.

Poste 4. Intérêts, dividendes et loyers à recevoir. — Revenus de placements dus, mais non reçus et distincts des revenus de nature semblable qui sont dus mais non exigibles et qui sont compris dans les revenus en cours. Les transactions des entreprises avec les administrations publiques dont elles relèvent, aussi bien qu'avec les administrations de niveaux différents, ont été indiquées séparément aux sous-postes appropriés. L'intérêt sur les obligations, garanties ou non, qu'elles mêmes ou d'autres entreprises publiques ont émises, est

également repris dans cette statistique. On ne précise pas le type de détenteur, parce que l'identité de ce dernier n'est généralement pas connue. La même répartition a été observée en ce qui concerne le poste 5.1 de l'actif.

Poste 5 Revenus en cours. — Revenu réalisé mais non encore dû. Ce genre de revenu est constitué généralement d'intérêts qui figurent au sous-poste 1.

Poste 6 Frais payés d'avance. — Dépenses à court terme qui doivent se traduire par un bénéfice dans un proche avenir, mais qui, en attendant, sont reportées pour être sous peu inscrites aux dépenses.

Les frais à long terme payés d'avance tels que les frais d'outillage et de développement sont classés comme frais immobilisés.

Poste 7. Immobilisations. — Pour les besoins de la présente étude, les immobilisations sont considérées comme actif à long terme et comprennent les terrains, les bâtiments et le matériel destinés à être utilisés ou vendus.

Les biens immobiliers détenus par les entreprises financières en vue de la vente ont été compris dans les immobilisations plutôt que dans les placements. Pour certaines fins, il est peut-être préférable d'omettre les biens immeubles destinés à la vente et pour cette raison les montants y afférents sont indiqués dans une note en bas de page.

La valeur des immobilisations est celle qui figure au bilan, moins l'amortissement accumulé dont le montant est indiqué dans une note en bas de page.

Les immobilisations comprennent également les acomptes sur la construction et sur l'achat de matériel.

Poste 8. Prêts et avances à recevoir. — Les prêts à recevoir sont constitués de sommes dues par d'autres organismes publics, par des particuliers, des maisons de commerce ou des sociétés à la suite d'un prêt provenant de sommes empruntées ou d'autres fonds disponibles et se distinguent des comptes à recevoir qui résultent de la fourniture de biens ou de la prestation de services mis en compte sans qu'il y ait mouvement de fonds; ils se distinguent également des avances à recevoir qui comportent une obligation exécutable à une date ultérieure et à l'égard de laquelle un paiement a été effectué d'avance. Exemples d'avances à recevoir: avances sur les salaires ou les frais de déplacement et les acomptes versés avant l'achèvement de contrats.

Poste 9. Valeurs en portefeuille. — Obligations et actions négociables achetées en vue de faire fructifier les fonds oisifs souvent mis en réserve en vue d'un usage futur spécial.

Y sont compris les investissements faits dans d'autres entreprises publiques et qui ne sont pas négociables, mais qui sont susceptibles de produire un revenu sous forme de dividendes.

Les titres négociables remis par un emprunteur en nantissement d'un prêt n'y sont pas compris, puisque cet élément d'actif a déjà été classé comme prêt à recevoir.

Les valeurs détenues dans les fonds réservés figurent au poste 11 ci-après.

Les valeurs en portefeuille ont été divisées en huit sous-groupes:

1. Bons du Trésor de l'administration publique fédérale.
2. Obligations émises ou garanties par l'administration publique fédérale.
3. Bons du Trésor des administrations publiques provinciales.
4. Obligations émises ou garanties par les administrations publiques provinciales ou municipales.
5. Billets de sociétés constituées au Canada et d'institutions.
6. Obligations de sociétés constituées au Canada et d'institutions.
7. Actions privilégiées et ordinaires de sociétés canadiennes, un sous-poste groupant les entreprises publiques qui sont des filiales.
8. Investissements étrangers, les sociétés affiliées étant indiquées par un renvoi.

Poste 10. Hypothèques et contrats de vente. — L'hypothèque est un droit réel immobilier détenu par le créancier hypothécaire en gage du remboursement d'une dette par le débiteur hypothécaire.

Le contrat de vente est une convention entre un propriétaire et l'acheteur selon laquelle le propriétaire s'engage à transférer la propriété d'un bien à l'acheteur sur paiement du solde du prix d'achat.

Poste 11. Fonds réservés. — Elements d'actif détenus soit par l'entreprise, soit par une société de fiducie en vue du paiement ultérieur d'un bien ou d'un service, de la libération d'une obligation, réelle ou éventuelle, ou du remboursement d'une dette. Ces fonds peuvent être créés sans obligation ou en raison d'engagements obligatoires et sont ordinairement détenus sous forme d'argent liquide ou de valeurs. Leur composition est donnée au Tableau 4 par groupe d'activités et au Tableau 8 par province. On les a groupés ici plutôt qu'au poste 1, Encaisse et dépôts, ou au poste 9, Valeurs en portefeuille, pour souligner les restrictions auxquelles est soumis leur emploi dans les transactions de l'entreprise.

Nous distinguons trois types de fonds réservés: a) fonds d'amortissement, b) comptes de dépôt et de fiducie et c) autres fonds.

Seuls les fonds appartenant à l'entreprise et détenus par elle ou par une société de fiducie figurent dans la présente série statistique. Les comptes de dépôt et de fiducie tels que les

dépôts de garantie fournis par les entrepreneurs et la caisse d'épargne du personnel ont été éliminés de l'actif et du compte de contrepartie.

Poste 12. Frais immobilisés. — Dépenses à long terme payées d'avance; dépenses autres que les dépenses en immobilisation dont les bénéfices seront répartis sur plusieurs années à partir du moment où elles sont faites et qui sont entretemps reportées pour être imputées aux dépenses sur une période de plusieurs années. Les pertes sur les primes de remboursement des obligations, les frais d'outillage et de développement sont des exemples typiques de dépenses imputables aux années suivantes.

Poste 13. Autres éléments d'actif. — Ce poste réunit tous les éléments qui ne sont pas classés ailleurs. Les sommes dues au compte du déficit, principalement par l'autorité dont dépend l'entreprise sont groupées dans un sous-poste. D'autres éléments qui y trouvent leur place sont les montants recouvrables au titre de l'assurance et les soldes débiteurs en suspens.

PASSIF

Poste 1. Comptes à payer. — Sommes dues aux créanciers.

Poste 2. Emprunts, avances et billets à payer à court terme. — Sommes dues aux banques ou à d'autres par suite d'emprunts directs faits par l'entreprise en vue d'un financement temporaire; avances et paiements anticipés sur des contrats à court terme.

Poste 3. Intérêts à payer. — Intérêts dus et non payés, qui se distinguent de l'intérêt dû mais non exigible compris dans les dépenses courues.

Poste 4. Frais courues. — Dépenses engagées qui n'ont pas été payées et qui ne sont payables qu'à date ultérieure.

Poste 5. Prêts et avances à long terme. — Dettes envers l'autorité dont dépend l'entreprise, les banques ou d'autres prêteurs, résultant d'emprunts faits par l'entreprise pour des fins autres que le financement temporaire, et avances sur des contrats à long terme. Les effets et obligations non négociables détenus par l'autorité dont elle dépend ou la société mère sont compris ici. La part des entreprises au fonds d'amortissement de l'administration publique provinciale a été déduite des prêts et avances à long terme que les entreprises doivent à l'administration publique provinciale.

Poste 6. Dette à long terme. — La dette à long terme d'une entreprise consiste ordinairement en obligations garanties ou non garanties, émises et non venues à échéance (y compris les obligations non garanties assumées) sans distinction quant au détenteur. En général, le détenteur d'obligations négociables, garanties ou non, émises par des entreprises publiques n'est pas connu. Toutefois, l'intérêt réalisé sur la dette à long terme des admi-

nistrations publiques ou d'une de leurs entreprises, détenue à titre placement (actif, postes 9 à 11), se classe aux sous-postes (i à vi) des postes appropriés de l'actif ou des revenus. Les hypothèques et contrats de vente sont d'autres formes de dette à long terme.

Poste 7. Produits perçus ou comptabilisés d'avance. — Exemples: revenu reçu mais applicable à une période future et primes non amorties sur obligations.

Poste 8. Comptes de dépôt et de fiducie. — Passif constitué par les cautionnements des entrepreneurs et la caisse d'épargne des employés pour lesquels il n'y a pas, à l'actif, de compte de contrepartie. Tous les soldes actifs du poste 11.2 (Fonds réservés: comptes de dépôt et de fiducie) ont été déduits de ce poste passif.

Réserves

Est ici considéré comme réserve tout fonds constitué en vue de pourvoir aux pertes futures et indéterminées d'actif, aux dépenses futures, aux fonds de roulement ou à des éventualités. Les sommes affectées ou destinées à une réserve figurent à l'état des dépenses ordinaires ou des bénéfices non répartis si les statuts l'exigent ou le permettent.

Poste 9. Réserves pour dettes anticipées. — Y sont compris les provisions pour des dettes estimées telles que les pertes sur les opérations de change, les indemnités pour accidents du travail et les assurances contre le feu, les accidents, etc.

Les provisions constituées en vue d'une diminution estimée de la valeur des avoirs ont été déduites des comptes de contrepartie à l'actif.

Les fonds de prévoyance, créés en vue d'éventualités qui peuvent se produire ou non et les autres réserves qui théoriquement font partie de la valeur nette (par exemple, les réserves pour fonds d'amortissement, les réserves pour l'augmentation du matériel d'exploitation et les réserves pour bénéfices non réalisés constatés lors d'une réévaluation) ont été classés comme réserves (poste 11.5).

Poste 10. Autres éléments de passif. — Tous les éléments de passif non mentionnés ailleurs.

Poste 11. Avoir des propriétaires (valeur nette). — Excédent de l'actif sur le passif.

Six genres d'avoirs ont été retenus: 1) le capital-actions (actions émises et entièrement libérées); 2) le fonds de roulement sans intérêt; 3) les immobilisations construites ou acquises par l'autorité dont elle dépend et transférées à l'entreprise pour fins d'exploitation; 4) d'autres avoirs tels que le capital versé, les biens transférés, les avoirs tenant lieu de prêts à recouvrer, etc.; 5)

les réserves, qui sont le bénéfice réparti et 6) les bénéfices non affectés, soit le solde du bilan. Les bénéfices non répartis comprennent l'excédent d'exploitation, les profits qui proviennent de la vente des immobilisations et de valeurs en portefeuille, d'un changement de la valeur estimative d'immobilisations et d'apports des administrations publiques ou d'autres sources.

Les opérations nettes au compte des bénéfices non répartis au cours de l'exercice figurent dans des tableaux distincts.

REVENUS ET DÉPENSES

Comptabilité de caisse et comptabilité d'exercice

Il y a comptabilité de caisse si les revenus sont comptabilisés lorsqu'il y a encaissement et les dépenses lorsqu'il y a paiement. La comptabilité d'exercice consiste à comptabiliser les revenus dès que gagnés, même s'ils n'ont pas été encaissés, et les dépenses dès qu'engagées, même si elles n'ont pas été payées.

La plupart des entreprises publiques observent une comptabilité d'exercice.

Revenus

Les revenus consistent en sommes reçues ou à recevoir, disponibles pour faire face aux dépenses et qui n'augmentent ni le passif ni les réserves et ne représentent pas le recouvrement d'une dépense.

Les revenus ordinaires proviennent de la vente de produits et de services dans le courant normal des affaires, y compris les revenus de placements sous forme d'intérêts et le profit résultant des opérations de change, les loyers et les contributions de l'administration publique.

Les revenus de nature capitale comprennent le produit de la vente d'immobilisations et les contributions aux dépenses en immobilisations.

Revenus ordinaires

Poste 1. Revenus provenant des ventes et des services. — Il s'agit ici de la vente de biens achetés en vue de la revente et de biens et services produits dans le cadre de l'exploitation normale des entreprises publiques. Le prix sur lequel se base l'évaluation est le prix effectivement facturé, net de tout rabais et de toute remise.

Poste 2. Revenus de placements. — Intérêts sur dépôts bancaires, placements et prêts, opérations de change et dividendes.

Les intérêts reçus des administrations publiques et d'autres entreprises publiques sont indiqués séparément.

Poste 3. Revenus de location. — Proviennent de la location, la plupart du temps à des entreprises privées, de biens tels que bâtiments, machines, matériel. Les organismes publics qui louent en général à d'autres organismes publics figurent sous la rubrique des fonds de roulement des statistiques sur les finances publiques.

Poste 4. Contributions des administrations publiques. — Contributions d'organismes publics aux dépenses ordinaires des entreprises sous forme de subventions et de paiements autres que les subventions ou remboursements destinés à combler des déficits. Les sommes reçues des administrations publiques au compte des déficits d'exploitation de l'entreprise au cours de l'exercice écoulé ou des exercices antérieurs ne sont pas comprises dans les revenus ordinaires et figurent au compte des bénéfices non répartis.

Poste 5. Autres revenus ordinaires. — Tous autres revenus de nature ordinaire et non précisés ailleurs.

Dépenses

Les dépenses sont les frais engagés pour une fin quelconque, qu'ils aient été payés ou non.

Les dépenses ordinaires comprennent les achats de biens matériels ou immatériels dont la valeur disparaît ou qui se consomment dans le courant de l'exercice financier et qu'il convient d'imputer sur le compte des dépenses. Le coût de la main-d'oeuvre et des matières, l'intérêt sur la dette et les provisions pour amortissement sont tous portés au compte des dépenses ordinaires.

Une dépense en immobilisation est une dépense qui résulte de l'acquisition d'une valeur immobilisée ou d'une augmentation faite à cette valeur.

Dépenses ordinaires

Poste 1. Coût des biens et services vendus:

1) Salaires et traitements. Ce poste représente la rémunération brute, les allocations de séjour et les primes et commissions versées par les entreprises publiques en espèces ou en nature aux personnes employées au Canada ou à l'étranger en échange de leur travail. Les augmentations rétroactives de salaire, les commissions et les primes sont imputées à la période au cours de laquelle elles ont été payées plutôt qu'à celle pendant laquelle elles ont été gagnées.

Dans certains cas isolés il n'a pas été possible d'éliminer le coût de la main-d'oeuvre des dépenses en développement ou du capital-construction dans le cas des constructions que l'entreprise a fait exécuter par sa propre main-d'oeuvre. Les salaires et traitements compris dans les dépenses ordinaires sont donc exagérés dans la mesure où il y a eu main-d'oeuvre propre.

Les frais supplémentaires de main-d'oeuvre tels que les contributions au régime de pensions, à la caisse de bienfaisance des employés,

à l'assurance-chômage et à l'assurance contre les accidents du travail n'ont pas été dégagés des autres éléments de coût des biens vendus.

2) Prélèvements nets sur les stocks (+) ou additions nettes (-) aux stocks. Valeur de la variation nette qu'ont subie les stocks au cours de la période comptable.

3) Autres achats de biens et de services. Ce poste embrasse tous les achats ordinaires de biens et services, nets de tout rabais et de toute remise, sauf la rémunération des employés (sous-poste 1.1), l'intérêt sur la dette (poste 3) et la provision fixe pour amortissement (poste 2). Outre les achats de matières, il comprend les frais supplémentaires de main-d'oeuvre tels que la part de l'employeur de la prime d'assurance sociale et sa contribution aux fonds de pension ainsi que le combustible, l'électricité, les fournitures de bureau, les réparations et l'entretien et certaines dépenses en immobilisation imputables sur le compte courant.

Le rajustement pour tenir compte des achats ou de la production de l'année ajoutés aux stocks et pour tenir compte du prélèvement des matières mises en stock au cours d'un exercice antérieur figure au sous-poste 1.2.

Poste 2. Provisions pour amortissement et remplacement.—Le montant inscrit au titre de la provision pour amortissement et remplacement des valeurs immobilisées est le montant que l'entreprise porte aux dépenses, quelle que soit sa méthode de calcul.

Poste 3. Intérêt sur la dette.—Ce poste comprend en premier lieu l'intérêt sur les obligations garanties ou non, sans distinction du bénéficiaire, et sur les prêts et avances consentis par l'autorité dont dépend l'entreprise ou par une entreprise affiliée. Ces transactions entre organismes publics sont indiquées séparément.

Parmi les intérêts sur les dettes envers des organismes privés, figure également l'intérêt sur les dettes commerciales telles que les découverts en banque et autres dettes.

Poste 4 Autres dépenses ordinaires.—Provisions pour créances douteuses, perte résultant des opérations de change et d'autres dépenses telles que l'amortissement de la prime de remboursement des obligations, la provision pour épuisement, l'amortissement des frais antérieurs à la production et les frais de développement et toute contribution des entreprises aux administrations publiques.

STATISTICS CANADA LIBRARY
BIBLIOTHEQUE STATISTIQUE CANADA



1010365847

c.2